

Catalogue Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 - **Pavillon d'Armenonville, Paris**

L'internationalisation
des collectivités territoriales

Rencontres 2017



LA DÉLÉGATION POUR L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



INFORMER et ANALYSER : recensement des actions extérieures des collectivités via l'Atlas de la coopération décentralisée et de l'APD des collectivités territoriales françaises sur www.cncd.fr et communication sur l'AECT sur www.diplomatie.gouv.fr/cncd



DIALOGUER : la DAECT assure le Secrétariat général de la Commission nationale de la coopération décentralisée



PROMOUVOIR l'action extérieure et l'expertise des collectivités à l'international avec notamment le label PACT 3



ACCOMPAGNER les collectivités territoriales françaises



Appels à projets (triennaux, annuels, bilatéraux, thématiques)



Développement des partenariats et accompagnement de projets de coopération décentralisée



Mise en réseau avec les postes diplomatiques, les conseillers diplomatiques auprès des Préfets de région, les opérateurs...



Conseil juridique



Appui aux associations

**Rencontrez les agents du ministère
de l'Europe et des Affaires étrangères sur le
stand aux Rencontres de l'internationalisation
des collectivités territoriales**



Retrouvez toutes les informations sur
www.diplomatie.gouv.fr/cncd et sur Twitter : [@CNCD_Fr](https://twitter.com/CNCD_Fr)





Présentation

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Sommaire

Éditorial de Roland Ries, Président de Cités Unies France.....	4
Programme des conférences thématiques 2017	5
Présentation des conférences thématiques	6
Programme des réunions des groupes-pays /side event 2017	24
Présentation des réunions des groupes-pays /side event.....	25
Programme de la ScèneTV	36
Présentation des réunions sur la ScèneTV	37
Partenaires des Rencontres.....	45
Présentation de Cités Unies France.....	63
Plan du Salon des Partenaires.....	69
Programme des Rencontres par salles	70

3



Présentation

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**



Roland Ries
Président de
Cités Unies France

Depuis 2010, Cités Unies France propose un événement annuel aussi fédérateur qu'incontournable dans le monde de la coopération décentralisée, décrit comme 'le Davos de l'action internationale des collectivités territoriales' par la Présidence de la République lors de la venue du Président François Hollande en 2015. Notre manifestation est devenue une vitrine, non seulement pour les membres de notre association mais aussi, dans un sens plus large, **le rendez-vous annuel mondial des collectivités territoriales** !

Après le succès de l'édition en 2016, avec plus de **1500 personnes sur 2 jours**, **mais** aussi de **40 conférences/réunions/focus pays**, et riche de la participation de plus de **50 pays étrangers** et **20 exposants**, il a été décidé de poursuivre l'évolution de cette manifestation vers un nouveau modèle qui s'appelle dorénavant les « **Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales** », reflétant ainsi la réalité d'un monde de plus en plus interdépendant dans lequel les gouvernements locaux jouent un rôle de plus en plus éminent et reconnu.

Les Rencontres, organisées avec nos partenaires historiques : **le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française de développement et le réseau PLATFORMA**, soutenu par **la Commission européenne**, se tiennent les **9 et 10 octobre 2017, au Pavillon d'Armenonville, à Paris**.

Elles valorisent **le patrimoine international des collectivités** dans le domaine de la **solidarité et du développement**, en montrant **les évolutions rapides** que connaît l'ancienne coopération décentralisée. Nous rendrons compte de **l'internationalisation inéluctable des territoires**, ainsi que des nouvelles demandes de nos adhérents en terme de rayonnement et d'attractivité dans tous les domaines de l'action internationale des collectivités territoriales (AICT).

Dans un monde en mutation accélérée, nous souhaitons montrer notre capacité à évoluer et à innover. Les conférences et les discussions autour **de thèmes d'actualité** ainsi que **les réunions des groupes-pays de CUF** rythmeront ces deux journées d'échanges.

Via les Rencontres, Cités Unies France souhaite contribuer à **une meilleure compréhension et à une collaboration encore plus étroite entre les collectivités françaises et étrangères et les acteurs privés**. CUF veut aussi promouvoir, à travers l'AICT, **les objectifs de développement durable (ODD)** et contribuer à leur mise en œuvre territoriale.

Roland Ries,
Maire de Strasbourg

4



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

13h00

Ouverture des Rencontres - Accueil des participants

14h30

- Conférence : Questions géopolitiques : Nouvel environnement international pour l'AICT. Deux zones sensibles à décrypter : le Moyen-Orient et la zone sahélo-tchadienne
- Table ronde : Climat, agriculture, territoires ruraux : les collectivités territoriales innovent

16h00

- Conférence : La « localisation » des Objectifs de Développement Durable (ODD) et le rôle des collectivités territoriales
- Conférence : Les innovations au service de votre collectivité territoriale

17h30

Pause café au Salon des Partenaires

18h00

- Conférence : Le rayonnement au service de l'attractivité : quelle place pour les villes moyennes ?
- Conférence : World café : Les innovations au service des collectivités territoriales

19h30

Cocktail au Salon des Partenaires

5

Mardi 10 octobre 2017

8h30

Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de CUF)

10h30

Pause café au Salon des Partenaires

11h00

Séance plénière

12h30

Visite du Salon des Partenaires par les autorités présentes à la Séance plénière

13h15

Cocktail déjeuner au Salon des Partenaires

14h15

Conférence : Les collectivités territoriales et la question des réfugiés

16h00

Pause café au Salon des Partenaires

16h15

- Conférence : La mobilité internationale des jeunes : quels impacts sur les territoires et les parcours de vie ?
- Conférence PLATFORMA : Le nouveau partenariat Afrique-Union européenne : quelle place pour les collectivités territoriales ?
- Conférence : Prévention et gestion territoriale des crises

18h00

Clôture des Rencontres



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

14h30 Conférence

**Questions géopolitiques :
Le nouvel environnement international pour l'AICT
Deux zones sensibles à décrypter : le Moyen-Orient et la zone
sahélo-tchadienne**



6

Les collectivités locales françaises ont développé des partenariats dans près de 130 pays sur tous les continents. Ces partenariats, la plupart du temps de longue durée, donnent aux collectivités françaises une connaissance souvent approfondie des situations locales et provoquent toujours un réel intérêt pour les politiques des pays concernés.

Il est alors indispensable pour les acteurs investis d'en savoir plus sur la situation géopolitique surtout lorsqu'elle est complexe comme au Moyen-Orient ou en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Dans ces territoires, l'apparition des zones oranges et rouges impliquant des restrictions de circulation concerne particulièrement les collectivités françaises. Plus généralement, les équilibres internationaux bougent et beaucoup de cartes sont rebattues entre l'Europe, les Emirats Arabes Unis, la Russie, la Chine etc...

La décomposition du Moyen Orient, les tensions plus récentes dans les Pays du Golfe, avec l'affrontement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, la fragilisation des pays de l'Afrique subsaharienne menaçant le nord de l'Afrique, posent des nouveaux défis.

Ces multiples tensions sont lourdes des conséquences pour la France et l'Europe. La crise des réfugiés en est une illustration.

Ces situations posent des questions d'ordre global sur la nouvelle donne géopolitique et ce qu'elle entraîne en matière de rapports de force, de conflits de valeurs et de menaces sur la démocratie. Elles posent aussi la question des zones particulièrement tendues ou en guerre, notamment celle où des collectivités développent des partenariats.

Cette réunion a pour but d'explorer ces questions d'un point de vue général et aussi d'analyser les deux grands foyers de tension qui sont le Moyen Orient et la zone sahélo - tchadienne.



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

Président de séance :

Bertrand Gallet, Conseiller technique de la Directrice générale de Cités Unies France

Intervenants :

Introduction générale :

- **Pascal Boniface**, Directeur, Institut de Relations Internationales et Stratégiques - IRIS

Zone sahélo-tchadienne :

- **Jean-Marc Châtaigner**, Ambassadeur, Envoyé spécial pour le Sahel
- **Pierre Jacquemot**, Président du GRET
- **René Emmanuel Sadi**, Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, Cameroun

Moyen-Orient :

- **Denis Bauchard**, Conseiller pour le Moyen Orient, IFRI
- **Jean-Baptiste Faivre**, Directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

7

14h30 Table ronde

Climat, agriculture, territoires ruraux : les collectivités territoriales innovent



De l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale à la COP 22, les collectivités territoriales ont trouvé leur place dans les agendas et négociations internationales. En marge de ces moments, nombre d'autorités locales ont, pour certaines de longue date, pris conscience de leur rôle et de leur responsabilité dans la préservation de l'environnement, dans l'adaptation au changement climatique.

De même, organisations internationales et artisans nationaux des politiques publiques ne peuvent aujourd'hui avancer sans s'appuyer sur des interlocuteurs locaux avertis, qui n'ont d'autre choix que de connaître, protéger et consolider les atouts de leurs sols et territoires, notamment ruraux, tout en s'efforçant d'en réduire les fragilités.

Dès lors, les explorations innovantes sont à imaginer : certaines au-



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

trefois abandonnées au nom de la modernité, d'autres inspirées d'expérimentations étrangères, d'autres enfin, résultats de multiples tentatives.

Les objectifs : Il s'agit : i) de rendre compte de l'intérêt à valoriser et soutenir les actions de coopération décentralisée, qui visent à décroïsonner et à développer les territoires ruraux ; ii) d'optimiser leurs interactions plutôt que de les cantonner à un rôle nourricier pour les territoires urbains.

Pour atteindre leurs objectifs, ces innovations s'appuient nécessairement sur différentes expertises et cadres d'intervention. Pour faire ressortir ces diversités, cette conférence prendra la forme d'une table ronde avec échanges dynamiques entre intervenants et participants.

Animation :

- **Jean-Charles Lardic**, Directeur de la Prospective de la Ville de Marseille
- **Constance Koukoui**, Chargée de mission, Cités Unies France

Témoignages et contributions proposées (à confirmer) :

- Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales
- Expériences européennes
- **Alexandra Naud**, Cheffe de service Afrique-Caraïbes, Région Nouvelle-Aquitaine & **Yvonnick Huet**, Directeur général, Agrisud
- Associations - camerounaise et française - des communes forestières
- Région Auvergne Rhône Alpes & Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF)
- Agence française de développement (AFD)
- **Georges De Noni**, Directeur de Recherche, Délégué Régional de l'IRD en Île-de-France, Institut de Recherche pour le Développement

Cette table ronde est organisée avec le soutien de l'UE, dans le cadre du partenariat stratégique entre Cités Unies France et PLATFORMA/ Conseil des Communes et Régions d'Europe.

8



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

Afin de réaliser les ODD, il est urgent de rassembler les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les entreprises, la société civile autour d'une stratégie de mise en œuvre partagée. La question de la « localisation » des ODD et du rôle des collectivités territoriales est centrale si l'on veut que ces objectifs soient atteints en 2030. CGLU et CUF ont à cœur la promotion d'un développement territorial intégré et ouvert à tous, ainsi que la participation active des autorités locales et régionales dans le processus de suivi et évaluation des politiques de mise en œuvre au niveau national.

Le débat sur la « localisation » des ODD a un double but : montrer comment les collectivités territoriales agissent et peuvent agir pour intégrer les ODD dans leurs stratégies et ouvrir un débat avec l'Etat sur le rôle des collectivités territoriales dans le suivi et l'évaluation des stratégies de mise en œuvre des ODD.

Objectifs de la réunion :

- Présenter les enjeux des ODD pour tous ;
- Présenter les actions en cours ou planifiées des collectivités françaises pour la mise en œuvre des ODD dans leur territoire et dans leur action internationale ;
- Favoriser un débat entre l'Etat et les collectivités territoriales sur le rôle de ces dernières dans le processus de suivi et de reporting français vis à vis des Nations Unies.

Présentation et modération :

Edgardo Bilsky, CGLU

Intervenants :

- Vanesse **Lorioux**, Chef de la Délégation au Développement Durable du Commissariat Général au Développement Durable, Ministère de la Transition écologique et solidaire
- **Thomas Melonio**, Directeur des Partenariats, AFD
- **Paolo Ciccarelli**, Commission Européenne (à confirmer)
- **Corinne Martinez**, Présidente de la Commission Agenda 21 et développement durable du Département de la Gironde, ADF
- **Guillaume Cros**, Vice-Président en charge des affaires européennes, de la coopération au développement, ARF
- **Jocelyne Bougeard**, Maire adjointe de Rennes et Vice-Présidente de l'AFCCRE
- **Ronan Dantec**, conseillère Nantes Métropole, Sénateur Loire Atlantique



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

16h00 Conférence

Les innovations au service des collectivités territoriales



Cette conférence abordera l'innovation sous l'angle des bénéfices qu'elle peut apporter à la politique de coopération décentralisée. Trois points seront considérés : la mise en place de formes innovantes de financement, la meilleure implication de la société civile, et la prise en compte de nouvelles pratiques utilisant au mieux les nouvelles technologies.

L'action internationale des collectivités territoriales, comme toutes les politiques publiques, doit trouver sa légitimité et son utilité. Si le thème de la communication autour de l'internationalisation a été traité de nombreuses reprises, l'innovation touche au cœur de la coopération décentralisée et peut permettre son renouvellement.

Communément comprises comme des solutions nouvelles dans de nombreux domaines de la politique locale, les innovations concernent aussi l'amélioration des actions de coopération. Elles peuvent être développées par différents acteurs du territoire, et c'est à la gouvernance locale de les accompagner pour renforcer ses actions internationales.

En France comme à l'étranger, l'innovation est un outil au service de l'action internationale. Les services publics font face à des défis importants, au-delà de la multiplicité des acteurs et des attentes toujours plus grandes des citoyens.

En France, les réformes administratives (loi MAPTAM, loi NOTRe) et la loi Macron sont venues compléter des mesures visant à favoriser l'innovation, comme le Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) ou la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

De nombreux dispositifs contribuent également à renouveler le rôle des acteurs des territoires en matière de rayonnement, d'innovation et d'évolution des pratiques, à l'instar des laboratoires d'innovation publique – plateformes permettant aux différents acteurs de mutualiser leurs connaissances pour enrichir et renforcer le secteur public.

Enfin, des initiatives prises par la société civile indiquent elles aussi de possibles orientations. Il s'agit maintenant d'en faire un moteur pour la transformation de l'action internationale des collectivités territoriales.

11



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

Président de séance :

AFD

Animateur :

- **Olivier Gilbert**, Directeur du cabinet Réponse Sociétale, ancien délégué aux innovations sociales à Veolia

Intervenants :

- **Marion Jezequel**, Directrice générale de Babyloan
- **Mathilde Martin-Moreau**, Consultante senior du Cabinet Azao
- **Valérie Létard**, Sénatrice, Vice-Présidente de Valenciennes Métropole et Première Vice-Présidente du conseil régional des Hauts-de-France (à confirmer)
- **Nicole Miquel-Belaud**, Conseillère municipale de la Ville de Toulouse déléguée à l'Économie sociale et solidaire, à la Coopération décentralisée et la solidarité internationale, aux Relations avec les délégués du Défenseur des droits et à la Promotion de l'égalité, l'accès aux droits, et la lutte contre les discriminations (à confirmer)

Grands témoins :

- **Christine Zilinski**, Chargée de mission Solidarité et Citoyenneté, Conseil régional Hauts-de-France (à confirmer)

18h00 **World-café : l'innovation au service des collectivités territoriales**

Enjeux :

- **L'implication de la société civile** : pour une meilleure compréhension et appropriation de l'action internationale des collectivités territoriales - **Olivier Gilbert**, GNIAC
- **La coopération entre le public et le privé** : quels modèles et quelles perspectives ? - Un.e représentant.e de l'AFD (à confirmer)
- **La philosophie pour la coopération décentralisée** : quelles pratiques ? Comment se renouveler ? - **Eric Récoura**, ARRICOD
- **L'innovation publique**, quelles méthodes et quelle philosophie pour les collectivités, et quelle place pour les relations internationales ? - Un.e représentant.e de collectivité ayant travaillé avec la Transfo (27ème Région) (à confirmer)



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

18h00 Conférence

Le rayonnement au service de l'attractivité : quelle place pour les villes moyennes ?



Dans le contexte de la réforme administrative liée à la mise en œuvre des lois Maptam et NOTRe, la nouvelle répartition des compétences a eu un fort impact sur les différentes politiques publiques des territoires. En l'occurrence, l'affirmation des régions et des métropoles en matière économique et d'attractivité du territoire a été confortée, ainsi que leur engagement sur la scène internationale.

De manière concomitante, il a été constaté que les dépenses de l'Aide publique au développement (APD) des villes de moins de 100 000 habitants ont baissé au cours de la dernière décennie, dans un contexte d'augmentation globale de cette aide des collectivités territoriales françaises. Pourtant, beaucoup de villes moyennes ont été des cités pionnières dans la coopération internationale des collectivités lors des décennies précédentes. Au regard de cette évolution, il s'agit de s'attacher à mieux comprendre le pourquoi de cette baisse et les motivations de ces collectivités.

Désormais, au-delà des questionnements usuels liés à la période de difficultés budgétaires pour financer des projets internationaux, il s'agit bien de voir comment adapter ces projets portés par des villes moyennes et leurs intercommunalités, aux réalités internationales et aux besoins exprimés par les différents partenaires. C'est ce que se proposent de faire Cités Unies France et Villes de France lors de cet atelier.

L'objectif est de mieux comprendre les nouvelles pratiques en gestion, en s'inspirant de cas pratiques rencontrés sur le terrain. Pour s'éloigner de toute logique de repli sur soi territorial et du risque de l'isolement, de nombreuses villes moyennes veulent privilégier leurs relations internationales pour en faire un outil d'affirmation sur la carte du monde, et créer des opportunités en matière de développement durable, solidaire et économique.

Ces « pôles urbains de l'espace non-métropolisé » (Kayser, 1969), acteurs conséquents du développement des territoires comme le rappelle le géographe Christophe Demazière, constituent une part significative des adhérents de Cités Unies France, et s'interrogent à juste titre sur leurs stratégies d'internationalisation des territoires. En effet, elles ont une taille qui permet d'impliquer pleinement le tissu local,

13



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

culturel, de santé, économique, associatif et disposent en même temps de services pointus.

Cette conférence aura vocation à faire un état des lieux et à préciser les tendances observées pour les initiatives innovantes. Elle cherchera surtout à appréhender l'avenir de l'action internationale de ces territoires qui sont en recherche de pistes innovantes et de stratégies renouvelées.

- Dans quelles mesures les relations internationales et l'attractivité peuvent être véritablement des opportunités de développement local ?
- Face à une urbanisation généralisée, comment valoriser ces territoires qui disposent d'avantages comparatifs pour affirmer leur singularité (qualité de vie, santé, emploi) ?
- Quelles bonnes pratiques issues des autres pays européens ou internationaux peuvent être utilement mises en valeurs ?
- Quelles typologies de projets pertinentes pour ce type de villes ? Quelle place pour l'intercommunalité dans le développement de projets ?
- Comment ces villes peuvent-elles mieux utiliser l'aide des réseaux existants ?

Animation/président de séance :

- Représentant de Villes de France

Intervenants pressentis :

- **Arras** soutient la mobilisation des acteurs de son territoire : université, PME, étudiants étrangers... Une ville moyenne, peut-elle jouer la carte d'assembler ? Comment ?
- **Communauté de commune de la vallée de l'Hérault** (à confirmer) en quoi l'international est un levier de rayonnement essentiel pour notre territoire : un choix militant
- Ville moyenne européenne : suggestion sur des villes belges en transition

Grand témoin :

- **Saint Malo, Ville internationalisée** (Festival étonnants voyageurs, réseau Vauban, et renommé touristique) : quelle complémentarité apportent les jumelages ?

14



L'internationalisation
des collectivités
territoriales
Rencontres 2017 

Mardi 10 octobre 2017

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France

14h15 Séance plénière des « Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales »

Intervenants :

- **Roland Ries**, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France
- **Rémy Rioux**, Directeur général, Agence française de Développement
- **Mpho Parks Tau**, Président de CGLU, Président de l'Association Sud-Africaine des gouvernements locaux
- **Louis Giscard d'Estaing**, Maire de Chamalières, Membre du Comité Directeur de l'AMF
- **Jean-Baptiste Lemoyne**, Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (à confirmer)

Animatrice :

- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale de Cités Unies France

Lors de cette séance, sera signée la convention d'objectifs 2017 entre Cités Unies France et l'Agence française de Développement.

15



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

14h15 Conférence

Les collectivités territoriales et la question des réfugiés

La situation des réfugiés est devenue un problème central en Europe, particulièrement depuis ces quatre dernières années, à la suite des conflits au Moyen-Orient et des crises qui touchent plusieurs pays d'Afrique.

Le bilan de l'année 2016 du nombre de déplacés dans le monde est accablant. D'après le dernier rapport du Haut-commissariat aux réfugiés, on compte 40,3 millions de déplacés internes tandis que « le nombre total de personnes ayant cherché la sécurité en traversant des frontières internationales a atteint 22,5 millions, le nombre le plus élevé jamais observé depuis la création du HCR en 1950, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ».

L'Unicef précise que le nombre d'enfants se déplaçant seul a lui aussi augmenté de manière fulgurante.

Les territoires d'accueil que représentent les collectivités territoriales, surtout dans pays frontaliers à la Syrie mais aussi en Europe et en France, se retrouvent en première ligne pour répondre à la question des réfugiés ; et ce bien qu'en France ce soit l'Etat qui soit détenteur de la compétence en matière d'accueil des demandeurs d'asile et d'octroi du statut de réfugié. Les actions menées pour faire face à cette situation sont souvent déléguées aux initiatives locales. De façon générale, on remarque une faible préparation due à un manque de moyens financiers et humains.

Comment aider les collectivités à se renforcer ? Quel est leur rôle face à cette crise migratoire qui ne cesse de s'amplifier ?

Quelle est la situation aujourd'hui dans les collectivités locales européennes, en particulier en Grèce, en Allemagne, en France et en Italie ? Quels moyens et quels programmes ont été mis en place ? Comment les collectivités frontalières de la Syrie, notamment au Liban arrivent à faire face à cette situation ?

Objectifs de la conférence

- Comprendre la situation actuelle de la crise migratoire,
- Analyser les enjeux stratégiques du rôle des collectivités face aux réfugiés,

16



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

- Echanger sur les pratiques existantes,
- Discuter des futures évolutions possibles de l'accueil des réfugiés à l'échelle des collectivités,
- Réfléchir aux solutions innovantes possibles.

Président de séance :

- **Laurent Ziegelmeyer**, Conseiller délégué de Choisy le Roi, Président du groupe Crises et réhabilitation de Cités Unies France

Intervenants :

- **Ralf Gruenert**, Représentant de l'UNHCR en France
- **Giorgos Patoulis**, Président de l'Union centrale des municipalités grecques ou un représentant de la collectivité grecque de Keratsini
- **Andrea Caprini**, Adjoint au maire de la ville de Mantoue
- **Iacopo Caropreso**, Directeur du projet « Système de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés » de la ville de Mantoue
- **Abida Charif**, Adjointe au maire, ville d'Epemay
- **Ghassan Tayoun**, Vice-Président de la ville de Zgharta/Ehden
- **Stefano Signore**, Chef de l'unité DEVCO B3, emploi, inclusion sociale et migration (à confirmer)

17

16h15 Conférence

La mobilité internationale des jeunes : quels impacts sur les territoires et les parcours de vie ?



L'avenir de la jeunesse est un défi commun à de nombreux territoires à travers le monde. Qu'il s'agisse de l'insertion professionnelle, de l'expression de la citoyenneté, de l'ouverture au monde, l'action internationale des collectivités territoriales offre un cadre pertinent pour construire des réponses partagées et innovantes entre collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales sont nombreuses à accompagner la mobilité des jeunes de leur territoire et à accueillir des jeunes des territoires partenaires. Elles développent depuis plusieurs années des dispositifs de mobilité à l'international qui s'inscrivent généralement dans le cadre de leurs politiques à l'international ou de jeunesse. Il y a



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

des volontés de développer et renforcer la mobilité mais la progression reste lente.

L'expérience à l'international est pourtant reconnue comme une plus-value dans le parcours d'un jeune, qu'il soit diplômé, en formation ou en recherche d'emploi, elle constitue une expérience enrichissante en termes d'ouverture d'esprit, de pratique d'une langue étrangère, d'adaptation à de nouveaux modes de vie ou de travail...

La mobilité géographique est alors source de mobilité sociale, professionnelle et culturelle mais aussi de dynamiques locales. Elle mobilise un ensemble d'acteurs et de structures qui accompagnent, participent et bénéficient des projets de mobilités internationales ; elle les met en lien avec des organisations d'autres pays, elle participe ainsi en quelque sorte au rayonnement du territoire à l'étranger.

Pourtant ces plus-values ne sont pas aisées à identifier et à valoriser tant elles font appel à des critères complexes et qualitatifs. Elles ne sont pas non plus automatiques puisqu'elles vont se construire progressivement dans le projet à partir de la prise en compte de plusieurs orientations méthodologiques.

Dans un contexte qui encourage l'action publique à l'efficacité, l'efficience et la redevabilité ; compte tenu de l'enjeu d'amélioration des pratiques mais aussi de la nécessité de convaincre de la pertinence d'un projet. Cette conférence propose de partager les enseignements et les outils de diverses initiatives menées et de réinterroger le rôle des collectivités et des acteurs des territoires dans la mise en œuvre de la mobilité internationale des jeunes.

Il s'agira de discuter et de réfléchir à des moyens de mieux apprécier les impacts d'un projet de mobilité internationale.

Objectifs

- Capitaliser et valoriser les expériences ;
- Echanger sur les pratiques partenariales pour améliorer la qualité, la cohérence et la visibilité des politiques territoriales et de l'offre de mobilité de jeunes sur les territoires ;
- Partager les résultats de pratiques sur la mobilité des jeunes ;
- Encourager les collectivités territoriales à se saisir de la mobilité et des engagements à l'international des jeunes dans leurs politiques publiques de jeunesse et dans l'AICT.

18



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

Questions clés de la table-ronde

- Quels impacts souhaitez-vous voir émerger d'un projet de mobilité internationale dans votre AECT ?
- Quels impacts se sont révélés dans votre projet ? Certains étaient-ils inattendus ? Lesquels au contraire ne sont pas exprimés ? Pourquoi ?
- D'après votre expérience, quels facteurs ont permis au projet d'atteindre les objectifs escomptés ?
- Comment avez-vous assuré le suivi et l'évaluation du projet ? Avez-vous eu recours à des outils, une expertise externe ? quelles difficultés avez-vous rencontrées ? Quelles recommandations pourriez-vous formuler ?

Animation :

- **Lucie Morillon**, Directrice du pôle Etudes, Communication, Plaidoyer, France-Volontaires

Mot d'accueil et introduction :

- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale de Cités Unies France

Intervenants :

- **Meriem Derkaoui**, Maire d'Aubervilliers et présidente du groupe-thématique Jeunesse de Cités Unies France
- **Léonore Moncond'Huy**, Conseillère régionale déléguée à la Vie associative et au Service civique, Région Nouvelle Aquitaine
- Un représentant du Conseil Départemental des Yvelines
- **Abder Aboutman**, Directeur opérationnel de la Mission locale de Montpellier

19



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

16h15 Conférence

Conférence PLATFORMA : Le nouveau partenariat Afrique - UE : quelle place pour les collectivités territoriales ?



20

Le 5^e Sommet Union Européenne – Union Africaine aura lieu à Abidjan les 29 et 30 novembre 2017, l'occasion pour les deux organisations régionales et leurs Etats membres d'approfondir et de renouveler leur partenariat en réponse à une nouvelle donne internationale. Au cours des dernières années, le continent africain a vu de nombreux changements, autant politiques, démographiques, socio-économiques et environnementaux -. Alors que le Maroc a réintégré l'Union Africaine en début d'année, l'Union Européenne doit de son côté faire face à la sortie du Royaume-Uni, et donc à une nécessaire remise en question de son modèle de fonctionnement. En outre le nouvel agenda 2030 pour le développement durable et ses 17 Objectifs du Développement Durable, apporte une nouvelle donne dans les pratiques de coopération internationale et de coopération au développement. Par ailleurs, la position de l'Union Européenne quant à «l'après Cotonou», montre que celle-ci souhaite approfondir ses coopérations avec d'autres organisations régionales telles que l'Union Africaine. Enfin, les grands enjeux tels que le changement climatique ou les flux migratoires nous font prendre conscience que les trajectoires européenne et africaine sont étroitement liées, et que les deux régions doivent travailler ensemble pour faire face à ces défis communs.

Pour être efficace et bénéficier aux citoyens africains et européens, cette coopération entre l'UE et l'UA doit nécessairement se traduire au niveau local. C'est la raison pour laquelle les représentants des gouvernements locaux et régionaux d'Afrique et d'Europe se réuniront la veille du Sommet des Etats membres à Abidjan, afin de faire entendre leur voix et démontrer la contribution des collectivités à la coopération Europe-Afrique. De nombreuses initiatives seront mises en valeur telles que la Convention des Maires en Europe et en Afrique, les échanges entre femmes élues, les échanges entre jeunes européens et africains, le rôle des diasporas dans les échanges entre populations, ou encore les coopérations décentralisées contribuant au développement local.

A quelques semaines du Forum UE-UA des gouvernements locaux et régionaux, la Conférence présentera les grands enjeux de la Stratégie commune Afrique-UE du point de vue des collectivités, à travers les interventions d'élus et de représentants européens et africains.



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

Les échanges nourriront le Forum d'Abidjan et les conclusions seront présentées aux représentants de l'UE et de l'UA, ainsi qu'aux chefs d'Etat et de gouvernements présents à Abidjan.

Animateur :

- **Frédéric Vallier**, Secrétaire général du CCRE

Intervenants : (à confirmer)

- **Kristin de Peyron**, Chef de la division « Affaires Pan-Africaine », Service Européen pour l'Action Extérieure
- **Adenane Djigo**, Consultant D&C Engineering, co-auteur de l'étude sur « Les gouvernements locaux et régionaux et l'accord de Cotonou UE-ACP »
- **Jean Pierre Elong Mbassi**, Secrétaire général de CGLU Afrique
- Région Toscane
- Elu.e/directeur.trice RI français.e
- Elu africain

21



PLATFORMA est la coalition européenne des collectivités territoriales – et leurs associations – actives dans la coopération décentralisée : la coopération au développement de ville à ville et de région à région. Depuis sa création en 2008, PLATFORMA représente plus de 100 000 gouvernements locaux et régionaux. Tous sont des acteurs clés de la coopération internationale pour un développement durable.



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

16h15 Conférence

Prévention et gestion territoriales des crises : Le système humanitaire s'engage avec les acteurs locaux : l'enjeu de la coordination locale et de la localisation de l'aide



22

Lors du sommet mondial sur l'action humanitaire en mai 2016, premier sommet organisé par les Nations Unies sur les questions humanitaires, la nécessité d'un changement de paradigme dans le système de réponse aux crises a été rappelé. Celui-ci doit viser la « localisation de l'aide » et une meilleure coordination avec les acteurs locaux, dont les collectivités territoriales. Cette prise de conscience s'étend également aux grands bailleurs de l'urgence mais aussi du développement. Malgré cela, des méthodes nouvelles sont encore à rechercher et la collaboration avec les acteurs locaux reste insuffisante.

Les récentes crises urbaines ont mis en lumière les lacunes récurrentes en matière de réponse humanitaire en milieu urbain. Certaines sont dues à des difficultés inhérentes à l'aide humanitaire, qui continue à être gérée par des acteurs internationaux plus habitués aux zones rurales. La réponse adaptée au milieu urbain est encore à créer. La planification humanitaire et les plateformes de coordination ont des difficultés à proposer une action « multisectorielle » et à engager des partenariats avec les acteurs locaux. Ce sont pourtant les deux conditions pour une action efficace dans l'environnement urbain.

Cités Unies France plaide pour que les collectivités locales soient reconnues comme l'élément faisant le lien entre l'urgence et le développement. Elles disposent pour cela de caractéristiques particulières tel que l'ancrage durable sur le territoire, la connaissance du territoire et surtout la gouvernance de proximité. Il est donc crucial que les acteurs locaux des pays affectés soient associés à chaque étape du cycle de la crise – prévention, urgence, reconstruction et retour au développement.

Sur ces questions, Cités Unies France et ses partenaires ont établi un projet pilote. Lors d'une crise soudaine ou de longue durée, en milieu urbain, Cités Unies France mobilise son expertise et son réseau afin d'apporter un soutien à une municipalité affectée. Le projet vise à démontrer l'efficacité d'une approche nouvelle de l'action humanitaire qui passe par une meilleure coordination entre l'aide internationale et les acteurs locaux. Cités Unies France essaye en particulier de favoriser l'échange d'expertise entre municipalités (qu'il s'agisse d'expertise dans la gestion de crise, de gouvernance, de coordination, et,



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

bien sûr, d'expertise sur des sujets particuliers comme les services de l'eau, des déchets etc..).

Objectifs de la réunion

- Comprendre la mise en œuvre du processus de l'aide d'urgence de nos jours et les lacunes entraînées par la marginalisation des autorités locales : le système des clusters,
- Réfléchir au passage de l'urgence à la reconstruction,
- Montrer l'intérêt, la pertinence et la plus value de la gestion des crises par les autorités locales touchées par une crise,
- Réfléchir aux ressources et compétences propres aux collectivités françaises volontaires qui peuvent être mobilisées tout de suite après l'éclatement d'une crise (présentation du programme soutenu par ECHO); Présentation du programme de Cités Unies France pour la création d'un « Peer-to-Peer roster » international pour mobiliser l'expertise technique des collectivités territoriales sur le terrain de crises (missions de court terme d'appui aux municipalités),
- Présenter les projets en cours mis en place grâce aux fonds de solidarité de CUF, aux programmes européens et au réseau mondial CGLU ainsi que les principaux défis (crise syrienne, ...).

23

Président de séance :

- **Bertrand Gallet**, Conseiller technique de la Directrice générale de Cités Unies France

Intervenants :

- **Randa Hassan**, OCHA
- **Yahya Bou Karroum**, maire de Mazraat Al Chouf etpPrésident de la fédération des Municipalités du Chouf Soueijani
- **Filiep Decorte**, UN-HABITAT
- **Mohamed Hilmi**, InterAction
- **Jean Samson Limongy**, Maire de Petit-Goâve (CMRP)
- **Gaia VanDerEsch**, IMPACT Initiative
- ECHO (à confirmer)



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

Réunions des groupes-pays de Cités Unies France

14h30-16h00

- Réunion Brésil sur l'état et les perspectives de la coopération décentralisée franco-brésilienne

16h00-16h50

- Side event France Volontaires : 'Et si vous développiez un réseau de Jeunes ambassadeurs de l'AECT avec vos missions locales ?'

16h00-17h30

- Réunion du groupe-pays Liban : Le rôle de la coopération décentralisée franco-libanaise dans le renforcement des capacités municipales

18h00-19h30

- Réunion du groupe-pays Sénégal

18h00-19h30

- Réunion du groupe-pays Tunisie

24

Mardi 10 octobre 2017

14h15-15h45

- Réunion du groupe-pays Maroc

14h15-15h45

- Réunion du groupe-pays Haïti

14h15-15h45

- Réunion du groupe-pays Russie

14h15-15h45

- Réunion du groupe-pays Vietnam

14h15-15h45

- Réunion du groupe-pays Israël : France-Israël : Des liens en renouveau

16h15-17h45

- Réunion du groupe-pays Etats-Unis

16h15-17h45

- Réunion du groupe-pays Japon : Première réunion du Comité de pilotage français des 6e Rencontres franco-japonaises



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

Réunions des groupes-pays de Cités Unies France

14h30 Réunion Brésil

L'état et les perspectives de la coopération décentralisée franco-brésilienne



Après une phase d'ascension à partir des années 2000, et plus particulièrement lors de l'année du Brésil en France en 2005, la coopération décentralisée franco-brésilienne traverse actuellement une période difficile. Cela est dû notamment aux changements d'exécutifs suite aux élections dans les deux pays - régionales en France en décembre 2015 et municipales au Brésil en octobre 2016.

La nouvelle organisation territoriale française, et notamment la fusion des régions, a causé une interruption de la dynamique de cette coopération - les régions étaient en effet les collectivités les plus engagées au Brésil. Ainsi, pendant l'année 2016 et jusqu'au deuxième semestre de 2017, le groupe-pays Brésil est resté en sommeil et en attente d'une nouvelle présidence, qui était assurée par l'ancienne Région Nord - Pas de Calais.

Cités Unies France, en étroite collaboration avec la Délégation pour l'action extérieure des Collectivité territoriale, les deux ambassades, l'Agence Française de Développement et le FNP (Association des Maires Brésiliens) souhaite relancer la coopération décentralisée franco-brésilienne. Dans ce sens, un travail de recensement et de mise à jour des partenariats a été réalisé. En outre, une table ronde sur cette thématique a été organisée à Brasilia en avril 2017, lors des IVèmes Rencontres des villes pour le développement durable.

Cette réunion aura pour objectif de mieux connaître l'état des coopérations en cours, les perspectives de partenariat et les attentes des collectivités.

Président de séance :

- **Christophe Katsahian**, Délégué adjoint pour l'action extérieure des Collectivités territoriales, DAECT/MEAE

Intervenants :

- **Cesario Alexandria**, Conseiller de coopération, Ambassade de Brésil en France (à confirmer)
- **Delphine Falchier**, Responsable pays Brésil, Agence française de Développement

25



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

- **Gilberto Perre**, Secrétaire exécutif, Association des maires brésiliens (FNP)
- **Felicia Medina**, Chargée de mission, Cités Unies France

16h00 Réunion du groupe-pays Liban

Le rôle de la coopération décentralisée franco-libanaise dans le renforcement des capacités municipales



Les élections municipales libanaises de 2016 sont une opportunité pour relancer la dynamique de coopération entre collectivités libanaises et françaises. Aussi, de nombreux partenariats se sont développés avec comme objectif le renforcement institutionnel partagé. C'est dans ce cadre qu'a été relancée la dynamique du groupe pays Liban de Cités Unies France.

Un diagnostic sur l'état des lieux de la coopération entre nos pays a été commandé par l'institut français de Beyrouth au BTVL qui a associé le groupe pays Liban de CUF et la DAECT à sa réalisation. En outre, le programme France-Expertise a été lancé dans le but de soutenir les municipalités libanaises à travers la formation des élus.

Cette réunion représente une opportunité pour échanger sur l'état des partenariats entre les collectivités territoriales libanaises et françaises. Une présentation du diagnostic effectué par le Bureau Technique des Villes Libanaises/ Cités Unies Liban aura lieu lors de la réunion pour connaître l'état d'avancement de la coopération décentralisée franco-libanaise.

Un temps sera également dédié à un retour d'expériences sur la formation des agents locaux dans le domaine de la gouvernance territoriale et la gestion des projets. Cinq ans après les assises de 2012, la réunion sera aussi l'occasion de proposer une perspective à venir pour le groupe pays et échanger sur la possibilité d'organiser les prochaines Rencontres franco-libanaises en 2018. Il est à noter qu'une délégation d'élus municipaux du Liban sera présent lors de la réunion ce qui permettra des regards croisés sur la coopération décentralisée.

Présidente de séance :

- **Valérie Dumontet**, Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aude et Présidente du groupe-pays Liban de CUF

26



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

16h00 Side-event France Volontaires

Et si vous développiez un réseau de Jeunes ambassadeurs de l'AECT avec vos missions locales ?



Partage de l'expérience des « Ambassadeurs de l'engagement citoyen à l'international »

Mené en partenariat par France Volontaires et l'Union nationale des missions locales, le projet « Ambassadeurs de l'engagement citoyen à l'international » a mobilisé 86 jeunes déployés dans 17 pays et 12 missions locales de 7 régions françaises.

Ses objectifs ? Permettre à des jeunes, avec ou sans qualification, de vivre une expérience formative de volontariat international et de devenir à leur retour les ambassadeurs de l'engagement et de la mobilité internationale sur leurs territoires. Cette initiative innovante peut être source d'inspiration pour les collectivités territoriales désireuses de développer la mobilité internationale des jeunes dans leurs partenariats de coopération.

27

France Volontaires

France Volontaires est la plateforme française du Volontariat International d'Echange et de Solidarité. Créée en 2009 sous la forme d'une association, elle est le fruit d'une construction partagée entre des acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale. Opérateur du MAEDI, France Volontaires est également membre fondateur du GIP Agence du Service. Elle réunit l'Etat, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. La plateforme accompagne les collectivités territoriales et les acteurs locaux pour favoriser l'accès de tous à des expériences de volontariat de qualité dans le cadre des coopérations internationales des territoires.

Pour se faire, France Volontaires s'appuie une présence en France hexagonale, dans les Outre-Mer et à l'international, grâce à un réseau de 23 Espaces Volontariats en Asie, Afrique et Amérique latine. Les Espaces Volontariats sont des centres de ressources et d'accompagnement sur le volontariat international.

6, rue Truillot
BP 220 94203 Ivry sur Seine
Tél : 01 53 14 20 30

www.france-volontaires.org @FVolontaires



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

18h00 Réunion du groupe-pays Sénégal



Le Sénégal est l'un des premiers pays partenaires de la France en nombre de coopérations décentralisées. Une centaine de partenariats sont recensés entre le Sénégal et la France. Le groupe-pays Sénégal a été créé en 1989 et est l'un des plus anciens.

Une forte délégation sénégalaise est attendue lors de cet événement et participera à la réunion.

Dans son propos introductif, le président du groupe-pays fera un point sur l'actualité du groupe. Puis il s'agira d'échanger sur les attentes et les préoccupations des collectivités, sénégalaises et françaises.

Christophe Verger, DGS de Panazol (87) présentera des initiatives prises par le Syndicat national des Directeurs généraux des services des collectivités territoriales françaises et l'Association des Maires du Sénégal, notamment l'accueil de maires et secrétaires généraux dans des communes françaises.

Enfin, un point calendrier sera effectué : l'année 2017 est marquée par le succès de l'appel à projets conjoint franco-sénégalais qui a été renouvelé.

Président de séance :

- **Mickael Vallet**, Maire de Marennes et Président du groupe-pays Sénégal de CUF

28



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

18h00 Réunion du groupe-pays Tunisie



La réunion du groupe-pays Tunisie, présidé par Agnès Rampal, Présidente de la Commission EuroMéditerranée de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, bénéficiera de la participation d'une délégation de la Tunisie.

L'ordre du jour comprendra, entre autres, une présentation de la FNVT, de ses objectifs et actions, une présentation du programme « France Tunisie Expertise territoriale », l'identification de pistes de collaboration et des interventions des membres du groupe-pays sur cette collaboration et sur leurs initiatives. La participation d'une représentante de l'ambassade de France en Tunisie est confirmée.

Présidente de séance :

- **Agnès Rampal**, présidente de la Commission EuroMéditerranée de la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Intervenants :

- **Riadh El Mouakhar**, Ministre des Affaires locales et de l'Environnement (à confirmer)
- **Seifallah Lasram**, Président de la Fédération nationale des Villes tunisiennes (FNVT), Maire de Tunis (à confirmer)
- **Nazek Ben Jannet**, Directrice exécutive de la Fédération nationale des Villes tunisiennes (FNVT) (à confirmer)
- **Anne Bourdy**, Conseillère adjointe de Coopération et d'action culturelle (COCAC), Ambassade de France à Tunis
- **Anne-Marie Mével Reingold**, Chargée de mission, Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

29



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

14h15 Réunion du groupe-pays Maroc



En 2015, les réformes territoriales au Maroc ont mis en place un processus de régionalisation avancée. Ces réformes ont souligné la proximité des évolutions et des problématiques de la décentralisation entre les deux pays.

Les Assises de la coopération décentralisée qui se sont tenues les 8 et 9 décembre 2016 à Marrakech, représentent un point marquant de cette coopération. Elles ont permis de faire un bilan des partenariats et des dispositifs d'appui de la coopération franco-marocaine.

Dans ce cadre, la réunion du groupe-pays Maroc sera l'occasion de faire un bilan de ces assises. En outre, un temps sera consacré pour évoquer la troisième tranche de financement de l'appel à projets triennal 2016-2018 de la DAECT, lancé dans le cadre du Fonds conjoint.

Parmi les perspectives de travail, un séminaire est à organiser en février 2018 au Maroc et cette réunion permettra, avec les participants, d'en préciser les contours.

Président de séance :

- **Jean Roatta**, Adjoint au maire, ville de Marseille et Président du groupe-pays Maroc de CUF

14h15 Réunion du groupe-pays Haïti



Cette réunion du groupe pays sera l'occasion de présenter le programme des deuxièmes Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne, qui auront lieu à Port-au-Prince du 4 au 6 décembre 2017, ainsi que l'état d'avancement de l'organisation logistique.

En présence des quatre maires haïtiens de la Communauté des municipalités de la région des Palmes, la réunion permettra également de présenter leur témoignage sur l'expérience de création d'une intercommunalité dans un cadre de coopération décentralisée avec la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

Président de séance :

- **Christian Dupuy**, Président du groupe-pays Haïti, Maire de Suresnes

Intervenants :

- **Jean Louis Testud**, Adjoint au maire de Suresnes, Secrétaire général de Cités Unies France

30



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

- **Mauclair Desir**, Maire de Leogane, Président de la Communauté des municipalités de la région des Palmes (Haïti)
- **Rose-Marie Saint-Germes Akar**, Conseillère communautaire chargée de l'Economie solidaire et de la Coopération décentralisée, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

14h15 Réunion du groupe-pays Russie



Cette quatrième réunion de groupe-pays Russie sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe. Elle permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie. Les perspectives de la coopération décentralisée avec la Russie et un programme de travail du groupe-pays pour les mois à venir seront aussi au programme de cette réunion, notamment l'organisation de la 5^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée.

Cette Rencontre, lieu d'échange et de réflexion, axée sur un thème particulier à chaque édition, donne la possibilité aux collectivités territoriales françaises et russes de mutualiser leurs expériences, partager leur savoir-faire et discuter de sujets de préoccupations communs. Pour rappel, la dernière édition s'est déroulée à Nice, en décembre 2012. Elle a rassemblé 200 représentants des collectivités territoriales des deux pays autour du thème de l'attractivité et de l'identité des territoires. L'un des objectifs de la prochaine réunion du groupe-pays Russie est de reconduire ce rendez-vous pour une cinquième édition.

31

Président de séance :

- **Rudy Salles**, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant **Christian Estrosi**, Maire de Nice et Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président du groupe-pays Russie de CUF

Intervenants :

- **Roland Ries**, Maire de Strasbourg et Président de CUF (à confirmer)
- **S.E.M. Alexandre Orlov**, Ambassadeur de Russie en France
- Vice-Ministre russe du Développement économique (à confirmer)
- Un représentant de la Délégation pour l'action extérieure des Collectivités Territoriales, MEAE



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

14h15 Réunion du groupe-pays Vietnam



Le groupe-pays Vietnam rassemble les collectivités adhérentes engagées au Vietnam. La première convention de partenariat a été signée en 1989. Ce sont aujourd'hui une vingtaine de partenariats actifs avec plus de 80 actions menées chaque année dans un vaste ensemble de domaines.

Le président du groupe-pays, Jean-Claude Dardelet, conseiller municipal délégué à la Ville de Toulouse, Vice-président de Toulouse Métropole, présidera cette réunion du groupe-pays Vietnam qui sera l'occasion de discuter de l'actualité du groupe-pays : un tour de table sera organisé afin de présenter les activités des membres du groupe (état des lieux, attentes et difficultés) puis d'échanger sur les 11^{èmes} Assises de la coopération décentralisée qui se dérouleront à Toulouse en 2019. L'objectif sera d'en fixer la feuille de route et les principales étapes pour chacun.

Les Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne sont un temps d'échange fort entre les deux pays. Elles ont lieu tous les 3 ans. Les 10^{èmes} Assises de 2016 étaient organisées par la ville Can Tho, en tandem avec la ville de Toulouse, et elles avaient rencontré un grand succès.

Président de séance :

• **Jean-Claude Dardelet**, Conseiller municipal délégué à la Ville de Toulouse, Vice-président de Toulouse Métropole et Président du groupe-pays Vietnam de CUF

32



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

14h15 Réunion du groupe-pays Israël

France-Israël : Des liens en renouveau



Les dernières Assises Franco-Israéliennes se sont tenues pour la dernière fois en 2011. Malgré ce long délais, les collectivités territoriales des deux pays ont souhaité resserrer leurs liens et établir une véritable coopération décentralisée.

Ce renouveau partenarial puise son dynamisme dans les différents évènements à venir :

- En février 2018 aura lieu l'évènement annuel Muni Expo organisé par l'ULAI (Union Of Local Authorities of Israël) à Tel Aviv. Dans le cadre de la coopération franco-israélienne, des Collectivités françaises y participeront pour organiser une session de travail avec leurs homologues notamment sur le thème de la jeunesse.
- Les Assises 2019 franco-israélienne se tiendront en France en 2019. Une ville française qui se sera portée candidate et aura été choisie collectivement, aura l'honneur d'accueillir cet évènement.
- Des Assises de la jeunesse auront lieu l'année prochaine (date à confirmer) à Akko, renforçant ainsi une dynamique culturelle forte de mobilité internationale entre les jeunes. L'ensemble des partenaires internationaux de la ville de Saint-Jean-d'Acre en Israël y participeront.
- L'année croisée France-Israël s'étendra en France de juin à novembre 2018. Cette saison sera l'occasion pour de nombreuses villes françaises de mettre en avant la richesse de la culture israélienne et de ses échanges avec la culture française.

Au travers ces prochains rendez-vous, les collectivités montrent une même envie de travailler et de construire ensemble sur des thématiques clé :

- la Jeunesse,
- la Francophonie,
- la Culture et
- l'innovation.

33



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

16h15 Réunion du groupe-pays Etats-Unis



La réunion du groupe-pays Etats-Unis, présidé par le maire de Caen, Joël Bruneau, bénéficiera de la participation exceptionnelle d'une délégation de **Sister Cities International (SCI)**. Créé par le Président Dwight Eisenhower en 1956, dans la promotion de la diplomatie des citoyens, SCI fédère plusieurs milliers de jumelages - « sister cities » - entre villes des Etats-Unis et du monde.

L'ordre du jour comprendra, entre autres, une présentation de Sister Cities Int., ses objectifs et actions, l'identification de pistes de collaboration transatlantique et des interventions des membres du groupe-pays sur leurs attentes vis-à-vis de cette collaboration et sur leurs initiatives.

Président de séance :

- **Joël Bruneau**, Maire de Caen et Président du groupe-pays Etats-Unis

Intervenants :

- **Mary Palko** et **Nancy Huppert**, Global Envoys (ambassadrices mondiales) de Sister Cities International
- **Christophe Katsahian**, Délégué adjoint, Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)
- **Nicolas Wit**, Directeur général adjoint, Cités Unies France

34

16h15 Réunion du groupe-pays Japon



Première réunion du Comité de pilotage français des 6^e Rencontres franco-japonaises

La réunion du groupe-pays Japon rassemblera les membres du Comité de pilotage français des 6^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée qui se tiendront **du 8 au 11 octobre 2018, à Kumamoto, au Japon.**

Ce premier rendez-vous du Comité de pilotage permettra de présenter le thème général et les ateliers proposés pour les Rencontres franco-japonaises de 2018, ainsi que le programme d'activités, et





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

sera l'occasion de faire le point sur la participation des collectivités françaises et japonaises.

Cette 6^e édition des Rencontres aura lieu à Kumamoto, ville fortement touchée par le séisme d'avril 2016. Cet événement sera, entre autre, l'occasion pour la ville de montrer la reconstruction rapide des zones sinistrées. Ces Rencontres visent à mutualiser les connaissances des collectivités locales françaises et japonaises sur des sujets de préoccupation communs, d'échanger les bonnes pratiques, d'approfondir les coopérations existantes ou de créer de nouveaux partenariats.

Pour le thème général le titre proposé est le suivant :

« L'attractivité territoriale, un vecteur de développement pour une société responsable ».

Proposition : **Atelier 1 :**

- L'accessibilité des transports pour tous

Proposition : **Atelier 2 :**

- La mobilisation des jeunes à l'international

Proposition : **Atelier 3 :**

- La coordination intercollectivités : les actions en faveur de la culture, du tourisme, du développement économique et de la gestion des crises

Co-présidents de séance :

- **Jean-Michel Berlemont**, Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales Européennes et Transfrontalières de la Ville de Nancy et Président du groupe-pays Japon de Cités Unies France
- **Jérôme Tebaldi**, Conseiller délégué auprès du Maire aux Relations Internationales et aux Evénements culturels de la ville de Tours, Président du Comité de pilotage français des 6^e Rencontres (à confirmer)

35



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**



SCÈNE TV au Salon des Partenaires

Cette année, les réunions vont aussi se succéder dans le Salon des Partenaires - sur la Scène TV. Ces réunions rassembleront des réunions groupe-pays adaptées à un format plus court, mais aussi des présentations mettant en avant un pays ou un projet en particulier. L'ensemble de ces temps sera filmé.

Lundi 9 octobre 2017

14h30

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) : L'Aide publique au développement des collectivités territoriales

15h15

Lumière sur... la République de Corée

16h00

Lumière sur... le Maroc

16h30

Réunion Algérie

17h15

Réunion du groupe-pays Palestine : La paix un enjeu régional

18h00

Réunion Burkina Faso

18h30

Lumière sur... le Gabon

19h00

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) : PACT3

Mardi 10 octobre 2017

14h15

Réunion groupe-pays Cameroun

15h15

Réunion groupe-pays Arménie : France-Arménie: un partenariat stratégique

16h00

Lumière sur... Madagascar

16h30

Temps dédié au groupe-pays Chine

36



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

15h15 **Lumière sur ... la République de Corée**



Le focus République de Corée fera un point sur la signature récente d'une convention de partenariat entre Cités Unies France et la GAOK (Association des Gouverneurs de Corée), et sur les différentes conclusions de la réunion du groupe-pays qui s'est tenue le 7 juillet 2017 à Tours. Ce sera également l'occasion d'échanger sur l'idée de séminaire soulevée par les membres du groupe-pays et par leurs homologues coréens.

16h00 **Lumière sur ... le Maroc**



Fermelement engagé dans la mise en œuvre d'une régionalisation basée sur les spécificités institutionnelles et culturelles du pays, le Royaume du Maroc s'appuie sur un modèle renforçant la démocratie locale et consacrant l'émergence des territoires en tant qu'acteurs privilégiés du développement économique et social.

37

16h30 **Réunion du groupe-pays Algérie**



La coopération franco-algérienne s'est renforcée ces dernières années à travers des programmes d'échanges dans différents domaines, mobilisant ainsi une diversité d'acteurs des deux pays : les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les entreprises. Le groupe-pays Algérie a particulièrement sollicité deux d'entre eux :

- en matière d'économie : la mission « Coopération industrielle et technologique franco-algérienne » dite « mission Levet » qui vise à accompagner les projets de recherche, formation, technologie industrielle et services liés, menés dans chaque territoire avec les universités et les entreprises.

- en matière de jeunesse : le programme concerté pluri-acteurs Algérie - Joussour - qui développe, accompagne et soutient depuis 10 ans des projets en direction des enfants et des jeunes. De ce programme est né le projet d'appui à la gouvernance locale des collectivités territoriales algériennes en matière de politique locale de jeunesse ;





Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

un projet financé par l'Union européenne et porté par Cités Unies France en partenariat avec les associations Etoile culturelle d'Akbou et ADICE.

Même si ces projets sont menés en parallèle, ils reposent néanmoins sur des enjeux communs tels que : l'emploi, l'insertion des jeunes, la formation ou le renforcement des compétences.

Cette réunion de 45 minutes permettra de présenter un bilan/état des lieux de ces programmes.

Président de séance :

- **Georges Morin**, Président du groupe-pays Algérie de CUF

Intervenants :

- **Jean-Louis Levet**, Haut Responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne (France)
- **Abderrahmane Arar**, Président du réseau NADA (Algérie)
- **Yves Le Bars**, Président du CFSI (France)
- **Mouloud Salhi**, Président de l'Etoile culturelle d'Akbou (Algérie)
 - Une collectivité territoriale française
 - Une collectivité territoriale algérienne.

38

17h15 Réunion du groupe-pays Palestine - RCDP

La paix un enjeu régional



Les collectivités locales françaises sont une quarantaine à entretenir aujourd'hui des partenariats de coopération avec des collectivités palestiniennes. Le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) regroupe la majorité d'entre-elles et travaille depuis plus de vingt ans à la promotion des partenariats ville à ville dans des domaines les plus divers : culture, échange de jeunes, développement.

Les collectivités ouvrent de façon concrète pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le principe de deux États vivant côte-à-côte. Le RCDP inscrit donc pleinement ses actions dans les engagements internationaux de la France et en faveur du respect du droit international.

L'année 2016 n'a pas été meilleure que les précédentes pour le Proche-Orient et la Palestine. Le conflit en Syrie a largement occupé l'attention de la communauté internationale, la question palestinienne se retrouvant encore une fois reléguée dans l'ordre des priorités. L'année 2016 a également été celle du lancement de l'initiative française



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Lundi 9 octobre 2017

pour la paix au Proche-Orient. Si celle-ci s'est heurtée au refus du gouvernement israélien, elle a néanmoins pu mettre en évidence les vrais obstacles à la paix. On peut se réjouir de la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, votée le 23 décembre dernier et condamnant la colonisation israélienne. Mais elle n'est pas mise en œuvre sur le terrain et n'en pêche pas la construction de nouvelles colonies sur le territoire palestinien. La poursuite de l'initiative française pour la paix, et plus largement un leadership français sur la question, deviennent urgents. Dans ce contexte difficile, sont à souligner l'engagement des collectivités territoriales françaises et du Réseau.

La fin de l'année 2017 sera l'occasion de réunir un grand nombre des « amis de la Palestine » lors d'une manifestation exceptionnelle le 28 novembre 2017, sous la forme d'un dîner-spectacle au Palais de la Porte Dorée qui mettra à l'honneur la culture et les arts vivantes : la nuit des Amis de la Palestine.

À la veille de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, cet événement rassemblera, outre des élus locaux français et palestiniens, des représentants de haut niveau des Etats français et palestinien, des artistes et personnalités de différents horizons. L'ambassadeur palestinien en France, Selman El Herfi, Ambassadeur de Palestine auprès de l'UNESCO, Elias Sanbar et l'ancienne ambassadrice de Palestine auprès de l'Union Européenne, Leila Shahid, ont décidé de parrainer l'événement.

De nombreuses institutions, l'Institut du Monde Arabe, l'UNESCO, ambassades, Nations Unies, ainsi que des artistes et intellectuels d'exception seront invités à prendre part à l'événement et à s'exhiber sur scène. Le Président de l'Autorité palestinienne a confirmé sa venue.

Animation :

- **Denis Cerisy**, Président du RCDP

Intervenants pressentis :

- **Hussein Al-Araj**, Ministre du Gouvernement local
- **Salman En Herfi**, Ambassadeur de Palestine en France
- **Elias Sanbar**, Ambassadeur auprès de Palestine auprès de l'UNESCO
- **Dominique Vidal**, Chercheur et écrivain

39



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Lundi 9 octobre 2017

18h00  **Réunion Burkina Faso**



Le Burkina Faso est l'un des premiers pays partenaires de la France en nombre de coopérations décentralisées. Plus d'une centaine de partenariats sont recensés entre le Burkina Faso et la France.

Si la période de transition que le pays et les collectivités burkinabè ont traversée, a fait perdre à nombre de partenariats franco-burkinabè leur vitalité, la solidarité des relations et le soutien des deux Etats ont permis d'en préserver l'essentiel.

Cet engagement commun se sera manifesté lors des Assises nationales de la coopération décentralisée, du 5 au 7 octobre 2017, à Ouagadougou. La rencontre sera l'occasion d'en restituer la teneur et l'intensité, en présence d'une délégation du Burkina Faso et des membres du groupe-pays qui y ont participé.

Président de séance :

- **Bruno Belin**, Président du Conseil départemental de la Vienne et Président du groupe-pays Burkina Faso de CUF

Référente :

- **Constance Koukoui**, Chargée de mission, Cités Unies France

40

18h30  **Lumière sur ... le Gabon**



L'Association des Maires du Gabon partagera des retours d'expériences autour des thématiques clés liées à la coopération décentralisée et au développement local.



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

14h15 Réunion du groupe-pays Cameroun



La réunion du groupe-pays Cameroun, présidé par Liliane Andres, Conseillère municipale de la ville d'Erstein, bénéficiera de la participation d'une délégation du Cameroun. Elle comprendra René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, et « Communes et Villes Unies du Cameroun » (CVUC), présidé par Emile Andze Andze. Cités Unies France et CVUC ont l'ambition de renforcer leur collaboration.

L'ordre du jour comprendra une intervention du Ministre, une présentation de « Communes et Villes Unies du Cameroun », ses objectifs et actions, l'identification de pistes de collaboration, des interventions des membres du groupe-pays sur leurs attentes et propositions par rapport à cette collaboration. La participation d'un représentant de l'ambassade de France à Yaoundé est confirmée.

Présidente de séance :

Liliane Andres, Conseillère municipale de la ville d'Erstein

Intervenants :

- **René Emmanuel Sadi**, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation
- **Emile Andze Andze**, Président de Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC)
- **Serge Graziani**, Attaché de coopération, Ambassade de France au Cameroun
- **Joël Savary**, Chargé de mission, Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales - DAECT/MEAE

41

15h15 Réunion groupe-pays Arménie

France-Arménie : un partenariat stratégique



Les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, qui se sont tenues à Erevan en décembre 2016, ont prouvé une fois de plus la solidité et la richesse des relations entre les collectivités des deux pays.

Dans le cadre de la déclaration d'Erevan adoptée à l'issue des Assises, les collectivités ont pris des engagements visant à s'assurer de l'efficacité de leurs actions sur les thématiques abordées en atelier : l'agriculture, le tourisme, les nouvelles technologies au service de



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Mardi 10 octobre 2017

l'enseignement et de la francophonie, les infrastructures urbaines.

Cette rencontre du groupe-pays Arménie propose d'approfondir deux thématiques prioritaires :

- La francophonie

L'Arménie accueillera le prochain Sommet de la Francophonie en 2018. Membre de l'OIF depuis 2014, après en avoir été membre associé dès 2008, elle entend renforcer la place du français au sein d'une population qui compte quelque 200 000 locuteurs ou locuteurs partiels sur environ 3 millions d'habitants.

Au-delà du bilan positif au plan national (instauration du français en tant que 3ème langue étrangère optionnelle dans les établissements scolaires, organisation de la Saison de la francophonie, formation de fonctionnaires et diplomates, etc.), les collectivités françaises et arméniennes sont largement impliquées pour promouvoir les valeurs de la francophonie et développer les échanges autour de la langue française.

- Le tourisme

L'Arménie regorge de formidables richesses (culture plurimillénaire, patrimoine architectural remarquable, paysages préservés, hospitalité, etc.) mais son potentiel touristique est encore peu exploité. En 2015, elle a accueilli environ près de

1,2 million de touristes (contre 5,9 M pour la Géorgie et 1,9 M pour l'Azerbaïdjan).

Le tourisme est aujourd'hui considéré comme une priorité pour le développement économique du pays. De nombreuses initiatives émergent, notamment portées par la coopération décentralisée qui favorise le développement d'un tourisme durable en faveur des territoires et des populations locales. Les collectivités font preuve d'innovation en la matière et travaillent dans une perspective de transfert d'expériences et de mutualisation, gages de réussite des actions initiées.

Facteur de développement local et de création de revenus sur un territoire, le tourisme peut également contribuer à la valorisation d'autres actions portées dans le cadre de coopérations (agriculture, francophonie, etc.).

42



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Mardi 10 octobre 2017

Animation :

- **Isabelle Caullery**, Vice-présidente du Département des Hauts-de-Seine en charge des Relations et coopération internationales, Affaires européennes

Intervenants pressentis

- **Levan Amirjanyan**, représentant de l'Ambassade d'Arménie
 - Elus français
 - Participation de l'Union des Communes (à confirmer)

16h00 **Lumière sur ... Madagascar**



Le focus Madagascar vise à promouvoir les Deuxièmes Assises de la Coopération internationale des collectivités malagasy et françaises qui auront lieu fin octobre à Antananarivo, à Madagascar. Celles-ci verront la tenue de cinq ateliers thématiques sur la jeunesse, la gouvernance, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, le développement économique et la gestion des risques. De plus, il s'agira de présenter les perspectives de travail avec les collectivités malgaches, qui sont ouvertes et prêtes à répondre à des offres de coopération avec les collectivités françaises.

43

16h30 **Temps dédié au groupe-pays Chine**



Le temps dédié au groupe-pays Chine aura pour objectif de présenter le rapprochement entre les collectivités françaises et chinoises, notamment avec la tenue du Séminaire intermédiaire en novembre 2017 à Pékin, et des Assises franco-chinoises en décembre 2018 à Toulouse. Les thématiques de travail identifiées pour ces événements sont l'agriculture et le développement rural (agriculture biologique, signes de qualité alimentaire, normes agro-alimentaires différenciées), et le tourisme.

À LA RECHERCHE DE LA COLLECTIVITÉ PARTENAIRE IDÉALE

LE PROGRAMME « BOURSE-PARTENARIATS » DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



Un outil au service du développement de nouvelles coopérations décentralisées

La Bourse-partenariats est un programme proposé par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) qui recueille et diffuse les propositions de partenariats de coopérations décentralisées des collectivités locales françaises et étrangères.

Ce dispositif permet ainsi une meilleure connaissance de la demande des collectivités locales de nos pays partenaires et des collectivités territoriales françaises en attente de partenariat.



L'opportunité de présenter une offre de partenariat pour des projets de développement local précis

Le recensement des appels à partenariats des collectivités territoriales françaises et étrangères s'effectue grâce à la fiche de présentation qui expose l'identité du territoire demandeur et les objectifs de ses représentants.

Afin de candidater à la Bourse-partenariats, les collectivités doivent renseigner une **fiche de présentation**.

Fiche de présentation

- Informations générales sur la collectivité
- Principales caractéristiques (géographiques, humaines, économiques...)
- Coopérations décentralisées et jumelages existants
- Acteurs étrangers présents sur son territoire
- Objectifs du partenariat



Comment déposer une demande de partenariat ?

La fiche de présentation est disponible en ligne sur le site [France Diplomatie](http://FranceDiplomatie), dans la rubrique « Action extérieure des collectivités territoriales ».

Vous représentez une **collectivité étrangère** :

La fiche de présentation renseignée par la collectivité doit être adressée au correspondants pour la coopération non gouvernementale de l'ambassade de France concernée ainsi qu'à la DAECT (qui fera le lien avec l'ambassade étrangère à Paris).

Vous représentez une **collectivité française** :

La collectivité adresse la fiche de présentation à la DAECT qui la diffuse, après avis de la préfecture de région et du poste diplomatique concernés. Cette « offre » fait ensuite l'objet d'une communication active par la DAECT.

La fiche de présentation est ensuite publiée sur le site [France Diplomatie](http://FranceDiplomatie) et diffusée aux collectivités locales.

Retrouvez toutes les informations sur www.diplomatie.gouv.fr/cncd et sur [@CNCD Fr](https://twitter.com/CNCD_Fr)



Rencontrez les agents du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur le stand aux Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017 Cités unies France

Partenaires institutionnels des Rencontres



Au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et rattachée à la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) définit et met en œuvre, en concertation avec les ambassades françaises et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des actions extérieures des collectivités territoriales. Elle agit à chaque fois comme un centre de ressources et d'appui aux collectivités territoriales : soutien juridique, services d'informations, d'analyse et de conseils auprès des collectivités. Elle met en place des outils favorisant la mise en cohérence et la mutualisation (assises bilatérales, appels à projets en soutien à la coopération décentralisée et cofinancements, atlas de la coopération décentralisée, programme d'expertise PACT3 et bourse-partenariats).

57 Boulevard des Invalides - 75007 Paris - Tel : 01 43 17 62 64 - <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/>



Rattachée au Premier ministre et réunissant tous les acteurs de la coopération décentralisée (ministères et opérateurs, collectivités territoriales, associations spécialisées comme CUF et l'AFCCRE), la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) est une instance d'échanges et de propositions, chargée d'établir un état de la coopération décentralisée. Le secrétariat de la Commission et la mise en œuvre de sa politique sont assurés au sein du ministère des Affaires étrangères par la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), en charge de la coordination interministérielle.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/presentation-et-activites-de-la-cncd-et-de-la-daect/article/presentation-de-la-commission-nationale-de-la-cooperation-decentralisee-cncd>



L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente sur quatre continents à travers un réseau de 72 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. En 2016, l'AFD a consacré 9,4 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

45



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires institutionnels des Rencontres

À la clef, des investissements dans le capital humain, le soutien au secteur privé, le financement des projets de transports collectifs, l'accompagnement de politiques publiques des Etats mais aussi des collectivités territoriales, afin de favoriser des trajectoires de développement plus justes et plus durables. Face aux défis du dérèglement climatique, dont les impacts concernent l'ensemble de la planète, l'AFD apporte au quotidien la démonstration qu'il existe des solutions concrètes qui concilient climat et développement. En 2016, 50% des financements de l'AFD furent accompagnés de co-bénéfices en matière de lutte contre le dérèglement climatiques.

5 rue Roland Barthes - 75012 Paris - Tel : 01 53 44 31 31 - www.afd.fr



PLATFORMA est la coalition européenne des collectivités territoriales – et leurs associations – actives dans la coopération décentralisée : la coopération au développement de ville à ville et de région à région. Depuis sa création en 2008, PLATFORMA représente plus de 100 000 gouvernements locaux et régionaux. Tous sont des acteurs clés de la coopération internationale pour un développement durable.



La diversité des partenaires de PLATFORMA représente la singularité de ce réseau. PLATFORMA reflète les multiples réalités des gouvernements locaux et régionaux en Europe et dans le monde.

Le but de PLATFORMA est de faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel, mais aussi de renforcer le rôle spécifique des gouvernements locaux et régionaux dans les politiques de développement.

En 2015, PLATFORMA a signé une convention-cadre de partenariat avec la Commission européenne. Ses signataires s'engagent à prendre des mesures fondées sur des valeurs et des objectifs communs pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde tout en favorisant la démocratie locale et le développement durable.

Retrouvez l'actualité de PLATFORMA sur platforma-dev.eu Suivez PLATFORMA sur Twitter @Platforma4Dev Inscrivez-vous à la newsletter de PLATFORMA : <http://platforma-dev.us11.list-manage.com/subscribe?u=fcb0c6628e5861ecdd2657256&id=9800b019ad>



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Soutiens institutionnels des Rencontres



Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

AFCCRE, Association française du Conseil des communes et régions d'Europe

30, rue d'Alsace Lorraine 45000 Orléans
Tél. 02 38 77 83 89 - Fax : 02 38 77 21 03
Site Internet : www.afccre.asso.fr



ASSEMBLÉE DES
DÉPARTEMENTS
DE FRANCE

ADF, Assemblée des départements de France

6, rue Duguay-Trouin 75006 Paris
Tél. 01 45 49 60 20 - Fax : 01 45 49 60 21
Courriel : adf@departements.fr
Site Internet : <http://www.departements.fr>



ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE
ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

AMF, Association des maires de France

41, quai d'Orsay 75343 Paris Cedex 07
Tél. 01 44 18 14 14 - Fax : 01 44 18 14 15
Courriel : amf@amf.asso.fr
Site Internet : www.amf.asso.fr



RÉGIONS
DE FRANCE

ARF, Association des régions de France

282, boulevard Saint-Germain 75007 Paris
Tél. 01 45 55 82 48 - Fax : 01 45 50 20 38
Site Internet : <http://regions-france.org>



ARRICOD
ASSOCIATION DES PROFESSIONNELLES
DE DIRECTEURS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ARRICOD

Site Internet : <http://www.arricod.fr/>.
Contact : arricod@gmail.com



Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)

1 Square de Meeûs B - 1000 Bruxelles
Tél. : + 32 2 511 74 77 Fax : + 32 2 511 09 49
Courriel : info@ccre-cemr.org
Twitter: twitter.com/ccrecemr

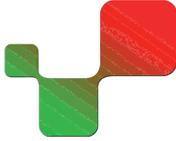
47



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Soutiens institutionnels des Rencontres



UNITED CITIES AND LOCAL GOVERNMENTS
CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS
CIUDADES Y GOBIERNOS LOCALES UNIDOS
منظمة المدن والحكومات المحلية المتحدة

Cités et Gouvernements Locaux Unis
Secrétariat mondial
Carrer Avinyó, 15 08002 Barcelona (España)
Tel + 34 933 428 750 Fax + 34 933 428 760
info@uclg.org



CONVERGENCES
Vers un monde équitable et durable

Convergences
33, rue Godot de Mauroy
75009 Paris
contact@convergences.org

48



MÉTROPOLES, AGGLOS ET GRANDES VILLES

FRANCE URBAINE, Métropoles, agglos et grandes villes
22/28, rue Joubert - 75009 Paris
Tel : 01 44 39 34 56 - Fax : 01 45 48 98 54
Site Internet : <http://franceurbaine.org>



FRANCE
VOLONTAIRES
Echanges et solidarité internationale

France Volontaires
6, rue Truillot
BP 220 94203 Ivry sur Seine
Tél : 0153 14 20 30
www.france-volontaires.org @FVolontaires



VILLES & AGGLOMÉRATIONS

Villes de France
94 rue de Sèvres 75007 Paris
Tél. 01 45 44 99 61
Twitter @villes2fr





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Partenaires officiels des Rencontres



BÉNIN

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)

01BP - 2021 Cotonou - BENIN

Site web : www.decentralisation-benin.org

Téléphone : +229 21 30 40 40

Le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL) a pour mission, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de l'Etat en matière de la Décentralisation et de Gouvernance Locale.

A ce titre, il est notamment chargé d'assurer l'administration des circonscriptions administratives et la tutelle des collectivités territoriales décentralisées; de mettre en œuvre la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC) ; de promouvoir la bonne gouvernance locale ; d'élaborer des mécanismes de mise en cohérence des initiatives nationales, locales et étrangères d'appui aux collectivités territoriales ; de réaliser toutes études sectorielles nécessaires à la gestion efficace des affaires locales ; de proposer la stratégie de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de la gestion communale ; de préparer les textes législatifs, réglementaires et autres concernant les collectivités territoriales ; d'élaborer et d'assurer le suivi du respect de la charte de la gouvernance locale; de promouvoir, de coordonner, d'accompagner, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des actions de coopération décentralisée, transfrontalières et d'intercommunalité.



49

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPERATION (MAEC)

BP: 318 Cotonou Site web : www.diplomatie.gouv.bj

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la Politique extérieure du Gouvernement dans les domaines de la Coopération bilatérale et multilatérale, de la Coopération décentralisée, de l'intégration régionale et africaine, de la représentation et de la protection des intérêts du Bénin et ceux des ressortissants béninois à l'étranger, de la diplomatie économique et culturelle conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin.



Programme

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres



ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNES DU BÉNIN (ANCB)

01 BP 6828 Cotonou - République du Bénin

Tél : +229 21 30 85 11 / 21 09 16 01

Site web : www.ancb-benin.org - Email : info.ancb@ancb-benin.org

L'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) est la structure faitière des communes béninoises, servant d'interface entre communes et pouvoirs publics d'une part, et entre communes et partenaires d'autre part, afin de représenter et défendre les intérêts de ses membres. L'ANCB se positionne comme un interlocuteur incontournable dans les relations qui lient les communes aux acteurs de la décentralisation au Bénin, dans la promotion du développement local et la démocratie à la base.

Elle est chargée de représenter les communes béninoises au niveau national et international pour non seulement défendre leurs positions mais également les appuyer techniquement en matière de renforcement de la décentralisation

50



CHINE

ASSOCIATION DU PEUPLE CHINOIS POUR L'AMITIÉ AVEC L'ÉTRANGER (APCAE)

L'Association du Peuple Chinois pour l'Amitié avec l'Étranger (APCAE), est un organisme créé en 1964 qui a pour mission le renforcement de l'amitié, la coopération internationale, la sauvegarde de la paix mondiale et le développement réciproque.

L'association anime des liens avec plus de 157 pays. En France, elle dispose d'une convention de partenariat avec Cités Unies France, depuis la tenue des premières rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise en 2005. Elle est la cheville ouvrière du comité de pilotage franco-chinois lors de la préparation d'assises de la coopération décentralisée et des séminaires intermédiaires, dont le prochain est prévu du 27 novembre au 1er décembre 2017





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Partenaires officiels des Rencontres



CAMEROUN

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM)

Quartier Mimboman Chapelle BP 718 Yaoundé - CAMEROUN

Site web : www.feicom.cm

Tél : +237 22 23 51 64 - Email : info@feicom.com



Certifié ISO 9001:2008

Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) est un Etablissement Public Administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Créé par le 05 décembre 1974 par la loi portant organisation communale, le FEICOM est administré par un Conseil d'Administration de 12 membres dont 4 Maires et une Direction générale. Ses ressources proviennent de la fiscalité locale ; des emprunts ; des fonds issus de la coopération.

Certifié à la norme ISO 9001 version 2008 depuis 2009, le FEICOM est lauréat 2012 du « UN Habitat Scroll of Honour », la plus prestigieuse distinction du système des Nations Unies dans le domaine des Etablissements humains.

Le FEICOM accompagne les Communes dans la réalisation de projets de développement visant l'amélioration des conditions de vie des populations à travers un appui technique et financier. Il dispose pour cela d'une variété d'outils de financement.

Les financements sont accordés aux collectivités par le Comité des Concours Financiers, pour les demandes supérieures ou égales à environ 45 730 euros.

COMMUNES ET VILLES UNIES DU CAMEROUN (CVUC)

Rue 1828 Quartier Bastos, Yaoundé - CAMEROUN

Site web : www.cvuc.cm

Tél : +237 22 20 16 83 - Email : info@cvuc.cm



L'Association des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) est une association faitière chargée de défendre les intérêts de ses membres et de les promouvoir devant les autorités et le public.

CVUC est présente dans l'ensemble du territoire national à travers ses démembrements régionaux et départementaux, et comprend en son sein des regroupements de communes par centres d'intérêts qui travaillent sous sa houlette, de manière décentralisée (Association des Communes Forestières, Association des Communes des Montagnes, Association des Communes du Littoral).

51



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres

Pour bien lui permettre de jouer ce rôle de relais et de courroie de transmission entre l'Etat et les communes et aider ces dernières à sauvegarder leurs prérogatives, elle se doit surtout d'agir en amont des problèmes, d'anticiper en participant à des groupes de réflexion ou en faisant connaître son point de vue dès l'ébauche de certains projets. Les principales missions de CVUC sont :

- Défense de l'autonomie locale et représentation des intérêts des communes camerounaise auprès des pouvoirs publics et des partenaires ;
- Appui/conseil et services aux membres dans la gestion politique et technique quotidienne.

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION (MINATD)

Yaoundé - CAMEROUN

Site web : www.minatd.cm

Tél : (+237) 222 23 45 46 / 222 22 33 99

Email : sdacl@minatd.gov.cm / celcom@minatd.gov.cm

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est placé sous l'autorité d'un Ministre, assisté d'un Ministre Délégué chargé des collectivités territoriales décentralisées. Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de protection civile et de décentralisation. Il assure la tutelle du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale, des organismes publics de mise en œuvre de la décentralisation, et du Centre de Formation pour l'Administration Municipale.

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de Décentralisation. A ce titre, il est responsable :

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la réglementation relative à l'organisation et au fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- de l'exercice de la tutelle de l'État sur les Collectivités Territoriales Décentralisées sous l'autorité du Président de la République ;
- de l'évaluation régulière de la mise en œuvre de la décentralisation.



Ministère de l'Administration
Territoriale et de la Décentralisation

52



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017 Cités unies France

Partenaires officiels des Rencontres



ETATS-UNIS

SISTER CITIES INTERNATIONAL (SCI)

915 15th Street NW - 4th Floor

Washington, DC 20005

Tel : +1.202.347.8630 - Email : info@sistercities.org



Sister Cities International est une association dont le siège se trouve à Washington ; elle organise des jumelages entre des villes des États-Unis et d'autres villes du monde entier. Le développement durable, la jeunesse et l'éducation, les arts et la culture, l'aide humanitaire et le développement économique sont les principaux domaines concernés par le programme de l'organisation. Son but est de promouvoir de bons rapports entre les peuples et de participer au développement économique dans le monde entier en encourageant la coopération et les échanges entre les communautés.

Les programmes de Sister Cities International permettent aux membres de construire des relations de longue durée et de découvrir d'autres cultures, notamment grâce à des échanges entre étudiants et entre professionnels. 132 pays et 2 300 villes sont aujourd'hui membres de ce réseau, mais l'organisation cherche à augmenter chaque année le nombre de partenaires et de jumelages, parce qu'il est nécessaire de garder des relations pacifiques avec les autres pays.

53



GABON

ASSOCIATION DES MAIRES DU GABON (AMG)

Bd Triomphal, BP 44 Libreville – GABON

Le Gabon est un pays d'Afrique Centrale, situé sur l'Equateur avec une superficie de 267.667 Km² pour une population de 1.800.000 habitants. Il est indépendant depuis le 17 août 1960 et a pour devise : Union-Travail-Justice. Sa capitale administrative et politique est Libreville, première ville du Gabon en tous points de vue, elle abrite les institutions politiques et une bonne partie du tissu économique.

Libreville a été créée en 1941 avec une superficie de 6500 Hectares, une population de 800.000 habitants répartis dans six (6) Arrondissements, dirigé chacun par un Maire d'Arrondissement.

En tant que Commune locomotive des collectivités locales gabonaises, et considérant le rôle stratégique que jouent les Maires du Gabon dans le processus de décentralisation et de développement local du



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres



Gabon, Libreville a le privilège de diriger l'Association des Maires du Gabon qui, est une structure de coordination, de concertation et d'action et dont l'objet est d'en faire un outil de développement au service des Communes. Dans ce cadre, Libreville participe et parraine tous les ans, la participation d'autres Communes du Gabon aux rencontres internationales allant dans le sens de bénéficier des expériences utiles au développement du Gabon, mais aussi de partager sa propre expérience en la matière.

La participation de Libreville et d'autres Communes du Gabon aux Rencontres de l'Internationalisation des Collectivités Territoriales édition 2017, obéit donc à notre ambition de nouer et d'établir des partenariats de coopération avec d'autres collectivités territoriales afin de faire en sorte que de par la décentralisation et le développement local, les Collectivités Locales gabonaises participent à faire atteindre l'objectif qui consiste à faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025.

54



LIBAN

CITÉS UNIES LIBAN

Cités Unies Liban représente l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) au Liban, en charge de promouvoir les principes de démocratie locale, de partenariat et de solidarité entre les villes, notamment en soutenant des programmes de coopération décentralisée et en mobilisant des financements en faveur des actions internationales et des projets de ses membres.

Cette association anime le Comité des Maires Libanais, créé en 1995 et élu par les villes libanaises membres de CGLU et assiste les municipalités sur le plan technique et institutionnel pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets de développement ainsi que pour développer leurs relations internationales.

Ses missions :

- L'animation du réseau de collectivités membres de CGLU au Liban.
- La contribution au processus de décentralisation au Liban.
- Le renforcement de l'institution municipale.
- L'ouverture à l'international.

Ses partenaires :

- Les Collectivités européennes.
- Les Ambassades et leurs organes de coopération.
- Les Ministères et les agences gouvernementales libanaises.
- Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) et l'Institut Français au Liban.



BUREAU TECHNIQUE DES VILLES LIBANAISES
المكتب التقني للبلديات اللبنانية



UNITED CITIES AND LOCAL GOVERNMENTS
CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS
CITIES AND LOCAL GOVERNMENTS UNIS
منظمة المدن والحكومات المحلية المتحدة



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017 

Partenaires officiels des Rencontres

MAROC



Au Maroc, les collectivités territoriales sont des acteurs économiques, financiers et politiques incontournables et des animateurs en puissance de la société civile. L'édifice décentralisé du Royaume est constitué de trois niveaux de collectivités territoriales : les Régions, les Préfectures ou Provinces et les Communes.



Cet édifice est le couronnement d'un long processus d'évolution qui a été progressivement renforcé. Le processus de décentralisation engagé par le Royaume du Maroc traduit des choix stratégiques et fondamentaux et la volonté politiques des pouvoirs publics de mettre en place une architecture territoriale fondée sur une répartition des pouvoirs entre les collectivités territoriales et l'Etat.

ASSOCIATION DES RÉGIONS DU MAROC (ARM)



Président : Mohand LAENSER, Président du Conseil Régional de Fès-Meknès
L'Association des Régions du Maroc dont le siège est à Rabat a été créée le 24 mai 2007. L'association a pour principaux objectifs de coordonner les actions des régions du Royaume, de promouvoir leurs relations de coopération et de développer leurs échanges d'information, d'expertise et de savoir-faire et aussi de renforcer les mécanismes de solidarité, de coopération et de partenariat avec les acteurs de développement local et également avec les partenaires étrangers.

55

ASSOCIATION MAROCAINE DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS COMMUNAUX (AMPCC)



Président : Mohamed BOUDRA, Président du Conseil Communal d'Al Hoceima

L'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC) dont le siège est à Rabat, a été créée le 27 mai 2013, lors du premier Congrès national des Présidents des Conseils communaux qui s'est tenu à Skhirate.

L'association a pour principaux objectifs de coordonner les actions des communes du Royaume, de promouvoir leurs relations de coopération et de développer leurs échanges d'information, d'expertise et de savoir-faire et aussi de renforcer les mécanismes de solidarité, de coopération et de partenariat avec les acteurs de développement local et également avec les partenaires étrangers.



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ASSOCIATION DES MAIRES CENTRAFRICAINS (AMCA)

Rue Valéry Giscard d'Estaing - BP 789 Bangui

République Centrafricaine

Tel: +236/72326558 - E-mail: mdb@gmail.com

Soucieux de consolider les liens qui existent entre les Communes en vue de renforcer le rôle des Autorités locales, l'Association des Maires de Centrafrique (AMCA) a vu le jour le 26 juin 1991. 176 communes composent la République Centrafricaine. L'AMCA se fixe comme objectifs de favoriser et développer les liens de solidarité entre ses membres. Elle encourage la formation technique et professionnelle des populations et agents municipaux sur la décentralisation.

Elle entend créer et promouvoir les activités multiformes à vocation sociale, sanitaire, économique, scientifique, culturelle et sportive. Elle développe les relations de coopération avec les associations similaires d'autres sous-régions d'Afrique, d'autres continents et les organismes internationaux poursuivant les mêmes buts. Dans le cadre du Projet de Décentralisation, l'AMCA jouera le rôle d'ensemblier des partenariats et fera la promotion des élections locales.



56

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Sis Avenue des Martyrs, Immeuble Ex-Pétroca, 3ème Etage

Bangui, République Centrafricaine

Tel : +236/21611984, E-mail : mterritoire@yahoo.com

En charge de la Restauration de l'Autorité de l'Etat après la grave crise intervenue en 2013 en République Centrafricaine, le Ministère de l'Intérieur s'occupe du redéploiement de fonctionnaires du pays, de la Sécurité Publique mais particulièrement aussi des collectivités locales, des chefferies et du corps préfectoral. Concepteur de la Décentralisation, il aura en charge en 2016 et 2017 la mise en œuvre de la Décentralisation, sa promotion et l'adaptation de l'administration déconcentrée d'Etat.

Organisateur des futures élections locales avec l'Autorité Nationale des Elections, il est une cheville ouvrière incontournable pour le développement de la Démocratie locale et l'autonomie des Collectivités locales. Il assure aussi une coordination des partenaires techniques et financiers intervenant dans les champs de la Gouvernance, du Redéploiement, de la Sécurisation et de la Décentralisation.





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Partenaires officiels des Rencontres



MAIRIE DE BANGUI

Rue Valéry Giscard d'Estaing - BP 789 Bangui - République Centrafricaine

Tel: +236/72326558 - E-mail: mdb@gmail.com

Capitale de la République Centrafricaine, meurtrie durant la crise de 2013, la ville regroupe près de 700 000 habitants auxquels se rajoute la Commune de BIMBO formant l'Agglomération-Capitale. Dotée de 8 arrondissements et d'une Mairie Centrale, la Commune est actuellement gérée par une Délégation Spéciale (sans élection), nommée par le Président de la République.

S'appuyant sur 200 chefs de quartiers et de 8 maires d'arrondissement, la mairie doit relever de nombreux défis tels que la reconstitution d'un Etat Civil, la gestion des Marchés, le développement des recettes fiscales, le retour des déplacés internes, l'amélioration des services publics de transport, de déchets, d'eau et des services sociaux.

Le projet de Décentralisation viendra très fortement renforcer cette collectivité. Dans le cadre de la Réconciliation Nationale, entreprise en République Centrafricaine, la Mairie, de par ses prérogatives, entend développer de nombreux partenariats multisectoriels pour relever l'ensemble des défis.

57



SÉNÉGAL

MINISTRE DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Diouppoul - Derklé Rue DD - Dakar - SENEGAL

Tel : +221 33 869 47 00 - www.matcl.sn

Le Ministère de l'Aménagement du territoire et des Collectivités Locales est chargé de la préparation et de la mise œuvre de la politique sénégalaise en matière de décentralisation, de développement local, de soutien et de contrôle des collectivités locales ainsi que de la mise en place de la politique de formation des élus et de la conduite de la politique de développement local.





Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres

COMMUNE DE DIONEWAR
COMMUNE DE DJILOR
COMMUNE DE KARANG
COMMUNE DE MBAM



ASSOCIATION DES MAIRES DU SENEGAL (AMS)

Maison des Elus Locaux, 31 Rue Carnot - Place de l'Indépendance - BP 3866 - Dakar RP - SENEGAL

Tél : +221 33 842 08 77 / +221 636 64 63 / +221 77 332 22 16

www.mairesenegal.org - Email: mairesenegal@gmail.com

Créé en 1958 sous l'impulsion de Mr Daby DIAGNE alors Maire de Ouagadougou, l'Association des Maires du Sénégal (AMS) regroupe 159 communes membres dont 49 sont des communes nouvellement créées. Ses objectifs sont de :

- Promouvoir l'échange et la diffusion d'informations,
- Favoriser la concertation entre les Maires,
- Renforcer les capacités des élus en matière de gestion urbaine locale,
- Diversifier le partenariat et redynamiser la coopération décentralisée,
- Rechercher des stratégies innovantes en matière d'autonomie financière,
- Mettre en place une direction fonctionnelle.

ASSOCIATION DES DEPARTEMENTS DU SENEGAL (ADS)

BP 3866 - Maison des élus locaux, Dakar - SENEGAL

Tél: +221 33 842 66 95 / +221 77 434 63 28

L'ADS est instituée pour défendre et promouvoir la décentralisation départementale au Sénégal. A cet effet, elle se propose notamment :

- de regrouper l'ensemble des départements du Sénégal afin de développer entre eux des liens de compréhension mutuelle, de cohésion et de solidarité ;
- d'offrir à l'ensemble des départements un cadre d'information, de dialogue, de concertation et d'échange sur des préoccupations spécifiques ou communes ;
- de développer des actions collectives pour préserver et renforcer les acquis de la décentralisation ;
- de contribuer activement à trouver des solutions aux entraves et difficultés rencontrées par les départements, en collaboration avec les autorités compétentes ;
- de construire et de proposer une vision et une parole collective sur les défis, enjeux et alternatives innovantes dans la décentralisation départementale.

58



L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Partenaires officiels des Rencontres

UNION DES ASSOCIATIONS D'ELUS LOCAUX (UAEL)



31 rue Carnot - Place de l'indépendance

B.P 362 Dakar - SENEGAL

Tél. : +221 33889 54 00 - Fax : +221 33842 50 62

Contact : cael@sentoo.sn / cael@orange.sn

Créée en 2003, l'UAEL est une association apolitique, à but non lucratif régie par la loi n°68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal. Elle a pour objectifs de :

- favoriser un dialogue constructif entre les associations membres,
- favoriser un dialogue constructif entre les associations membres, l'État et les partenaires au développement : ONG, secteur privé, acteurs internationaux de la coopération décentralisée, bailleurs de fonds...
- contribuer à la promotion de la décentralisation, de la coopération décentralisée et du développement local,
- contribuer à l'harmonisation des interventions des partenaires au développement,
- fournir un support technique et administratif notamment en réalisant toute activité permettant aux associations membres de remplir leur mission visant à améliorer la gestion des collectivités locales.

59

ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DEPARTEMENTAUX (ANED)

Villa n°64 - Cité Asecna - Liberté 6 Extension - Dakar - SENEGAL

Créée en 2015 et présidée par M. El Hadji Malick MBAYE, l'ANED a pour objet :

- de développer toutes les actions permettant aux élus départementaux de réaliser au mieux leur mandat,
- de promouvoir et de défendre le statut des élus départementaux,
- de promouvoir la mise en place de conditions favorables à l'exercice de leur mandat et à leur rôle de représentation de la pluralité démocratique,
- de mettre en place un institut de formation à destination des élus départementaux et développer toutes les actions visant à leur permettre d'exercer au mieux leur mandat,
- de proposer des activités et des services autour de ces mêmes thèmes, par tous les moyens.



Partenaires

lundi 9 et mardi 10 octobre 2017 **Pavillon d'Armenonville, Paris**

Partenaires officiels des Rencontres



DIJON MÉTROPOLE

Dijon, capitale régionale à taille humaine, métropole rayonnante, douce à vivre et solidaire, bénéficie d'une double reconnaissance de l'Unesco. À travers sa Cité internationale de la gastronomie et du vin, qui ouvrira ses portes en 2019, la ville a pour mission de valoriser le Repas gastronomique des Français, qui figure au patrimoine culturel immatériel de l'humanité depuis 2010. Seconde distinction : son secteur sauvegardé est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco dans le cadre des Climats du vignoble de Bourgogne qui reconnaît la valeur universelle des vignes, des savoir faire particuliers et de l'histoire des grands vins de Bourgogne. Ces distinctions viennent couronner l'expertise historique de Dijon en matière de gastronomie et de vins.

Métropole attractive et ouverte sur le monde, Dijon s'engage depuis plus de 60 ans dans une forte dynamique internationale, en connexion avec les citoyens, les acteurs locaux et un solide réseau de villes partenaires.

60

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale
européenne

VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Cœur de vie du bassin rhénan et de l'Alsace – première région exportatrice de France par habitant –, Strasbourg occupe une position stratégique à l'épicentre de l'Europe. Cité humaniste, symbole de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, devenue capitale parlementaire de l'Europe, Strasbourg est le siège de nombreuses institutions, tant de l'Union européenne que de la « grande Europe », celle des 47 pays membres du Conseil de l'Europe.

Ces institutions, avec plus de 3 000 fonctionnaires internationaux, font de Strasbourg une ville cosmopolite, deuxième ville diplomatique de France, la troisième dans le monde hors capitales d'État après New-York et Genève.

Strasbourg est également une capitale symbolique, qui incarne les valeurs fondamentales de l'Europe : la paix, la démocratie et les droits de l'Homme. Forte de ces valeurs et convaincue par l'échange de bonnes pratiques à travers le monde, la ville accompagne de longue date des projets de coopération décentralisée, de solidarité internationale et entretient des partenariats thématiques avec de





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Partenaires officiels des Rencontres

nombreuses villes sur tous les continents.

Ouverte sur le monde, Strasbourg est active dans de nombreux réseaux internationaux et s'implique dans les grands enjeux mondiaux, contribuant ainsi à faire entendre la voix des villes dans la gouvernance mondiale.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent par ailleurs sur le terrain, en partenariat avec le **GESCOD**, nouvelle structure régionale de solidarité et de coopération du Grand Est dont elles sont membres. Cette coopération s'illustre par exemple par l'accompagnement des initiatives de développement local dans le domaine de la petite enfance avec les jardins d'enfants de Jacmel en Haïti ou encore par le renforcement des capacités de la Communauté urbaine de Douala au Cameroun dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet d'assainissement pluvial.

Le GESCOD a pour mission de renforcer le pouvoir d'agir à l'international de tous les acteurs du territoire à travers

- L'appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'actions de coopération internationale
- L'animation du territoire en tant que réseau régional multi-acteur (RRMA) rassemblant collectivités territoriales, institutions locales et régionales et associations de solidarité internationale.

Le GESCOD est un acteur majeur de l'aide française au développement, travaillant en lien étroit avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française de développement (AFD) et avec l'appui de l'Union Européenne.

Contacts :

Ville et Eurométropole de Strasbourg

www.strasbourg.eu

<https://www.facebook.com/strasbourg.eu>

<https://twitter.com/strasbourg>

GESCOD

www.gescod.org

<https://www.facebook.com/Gescod/>

https://twitter.com/Gescod_RRMA



61



L'action des collectivités territoriales françaises dans le monde



■ Afrique

- Bénin
- Burkina Faso
- Comores
- Madagascar
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- Sénégal
- Togo

■ Europe

- Arménie
- Russie
- Serbie

■ Amériques

- Amérique centrale et Cuba
- Argentine
- Brésil
- Chili
- États-Unis
- Haïti
- Mexique

■ Asie

- Chine
- Corée du Sud
- Inde
- Japon
- Vietnam

■ Méditerranée

- Algérie
- Israël
- Liban
- Maroc
- Palestine (RCDP)
- Tunisie
- Turquie





L'internationalisation des collectivités territoriales

Rencontres 2017



Cités Unies France en bref...

Créée en 1975, l'association Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale.

Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des Affaires étrangères donne à l'association, entre autres, mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale, soit plus de 5 000 collectivités et 13 600 projets de coopération décentralisée avec des autorités locales de 145 pays.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 31, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de « capitaliser » les expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (journées de la coopération décentralisée, forum de l'action internationale des collectivités etc.) et à une intense activité éditoriale.

Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises (AMF, ADF, ARF, AMGVF, etc.) et internationales. Tout adhérent de Cités Unies France est, ipso facto, membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

Depuis plus de 40 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée et de l'action internationale des collectivités territoriales.

www.cites-unies-france.org

Coopération internationale des collectivités locales



Cités Unies France a une convention d'objectifs avec le ministère des Affaires étrangères et du Développement international

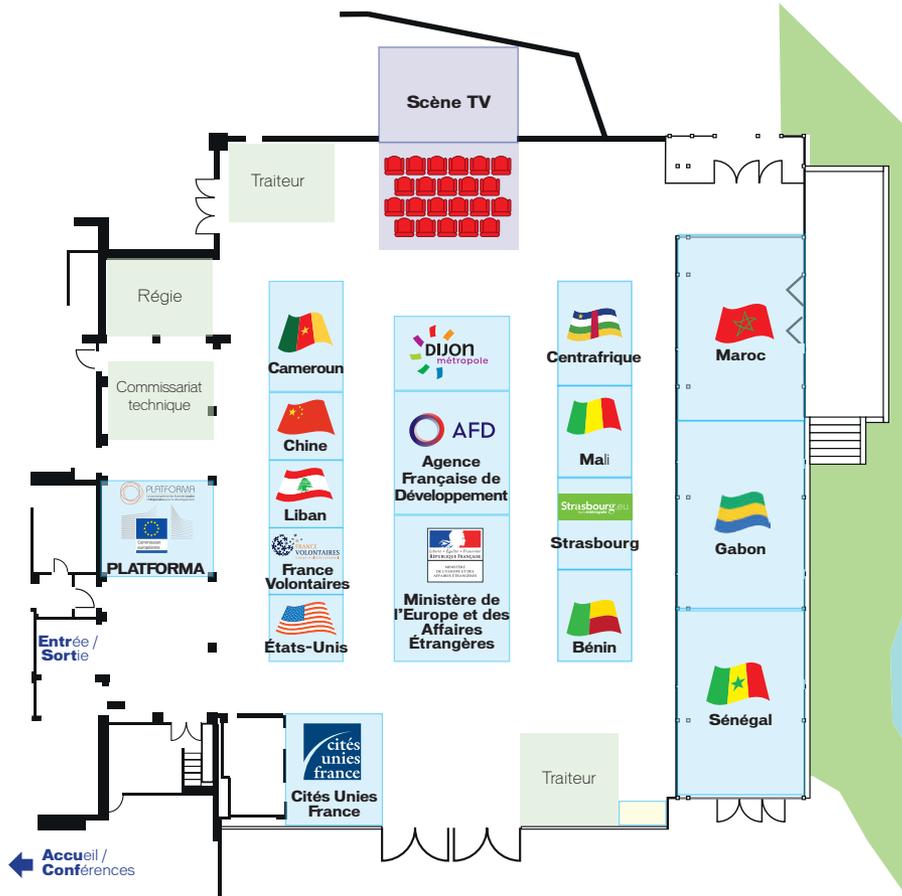
le

63



L'internationalisation
des collectivités
territoriales

Rencontres
9 et 10 octobre 2017
Pavillon d'Armenonville - Paris

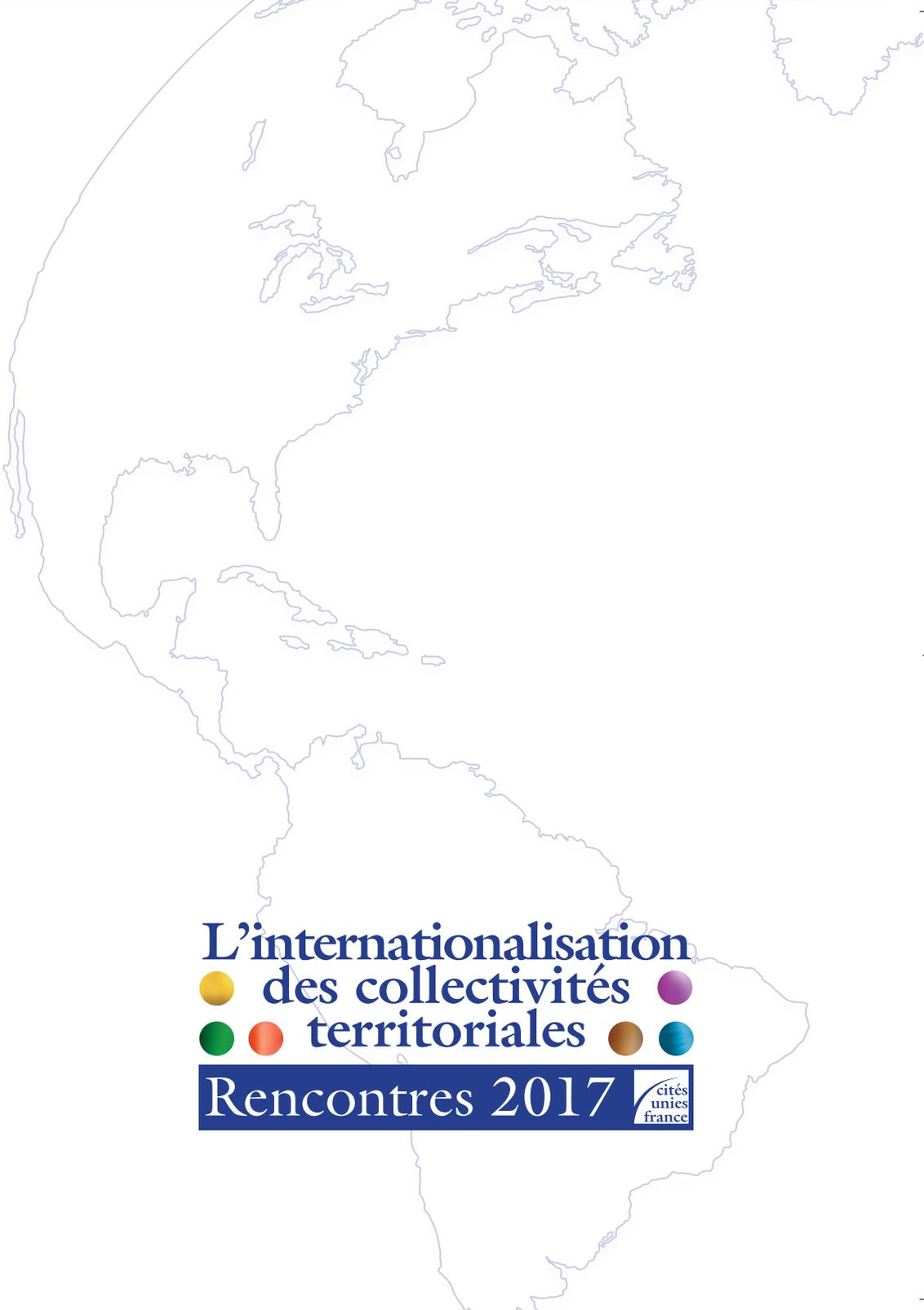




Programme lundi 9 octobre 2017

	9h00	9h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30
Étoile	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Réunion de la CNCD - Commission Nationale de la Coopération Décentralisée</p>											
Marly												
Auteuil												
Bagatelle												
St Cloud												
	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00
Étoile 1	<p>Questions géopolitiques : Nouvel environnement international pour l'AICT Deux zones sensibles à décrypter : le Moyen-Orient et la zone sahélo-tchadienne</p>											
Étoile 2	<p>Climat, agriculture, territoires ruraux : les collectivités territoriales innovent</p> <p>La localisation des objectifs de développement durable (ODD) et le rôle des collectivités territoriales</p> <p>Les innovations au service de votre collectivité territoriale</p>											
Étoile 3	<p>Réservé CNCD</p>											
Auteuil												
Bagatelle	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Brésil</p>											
Scène TV	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">APD des CT / République de Corée</p>											
	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">France Volontaires / Maroc</p>											
	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Groupe-pays Liban / Algérie</p>											
	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Groupe-pays Tunisie / Palestine</p>											
	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Groupe-pays Sénégal / Burkina Faso</p>											
	<p>Le rayonnement au service de l'attractivité : quelle place pour les villes moyennes ?</p> <p>World caté : Les innovations au service de votre collectivité territoriale</p>											
	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Groupe-pays Gabon / PACT3</p>											
	<p>Cocktail au Salon des Partenaires</p>											





L'internationalisation
 ● des collectivités ●
 ● territoriales ● ● ●

Rencontres 2017

